Journal 20- 27 janvier 2021.qxp_HO 1/20/21 4:14 AM Page 1

ENGLISH PAGES : 7,11,12,13

Kreyòl : Paj 6

HAITI OBSERVATEUR

Lè manke gid, pèp la gaye !

Fondé à New York, cet hebdomadaire est édité par la société Haïti-Observateur Group, Inc.
www.haiti-observateur.ca
Haïti-Observateur
P.O. Box 356237
Briarwood, NY 11435-6235
Tél. (718) 812-2820
haiti_observateur@yahoo.com
New York: $1,00
Partout ailleurs : 1,50 $
Haïti: 20 gourdes
Tél. (718) 812-2820

VOL. LI, No. 3 ***New York*** *: Tel : (718) 812-2820;* • ***Montréal*** *(514) 321-6434;* • ***Port-au-Prince****: (011 509) 223-0785* • *Paris (33-1)43-63-28-10* ***20- 27 janvier 2021***

LES TRACTATIONS CONTINUENT : LE POUVOIR INTÉRIMAIRE À FORMER

Aucune garantie du côté de juge Coq

Inquiétude chez ceux qui traînent des dossiers encombrants...

Par Léo Joseph

À moins de 18 jours de la fin du mandat constitutionnel de Jovenel Moïse, les démarches s'accélèrent autour de la formation du gouvernement qui sera appelé à diriger la barque nationale durant l'intérim. Les acteurs engagés dans l'échafaudage des différents scénarios n'ont toujours pas trouvé un consensus. Chacun cherche à tirer le drap sur lui ou bien se donner le maximum de marge de manœuvre pour être en mesure de s'imposer. Ceux-là qui souscrivent à la solution de la Cour de cassation en prétendant avoir l'affaire dans le sac avec le juge Wendelle Coq se trompent lamentablement.

Presqu'à bout de ressource, Jovenel Moïse s'accroche à tout ce qui a l'apparence d'une planche de sauvetage.

La juge Wendelle Coq, reste imperméable aux magouilles.

Suite en page 4

ACTIVITÉS CRIMINELLES ET INSÉCURITÉ

Le kidnapping : Une industrie du PHTK contrôlée par Martine Moïse

Sister Dachoune Sévère, one of the lastest victims of Kidnapping.

Comment expliquer le fait que le phénomène du kidnapping s'épanouit sans encombre, à l'échelle nationale, mais surtout, à la capitale, à la barbe de la Police, qui semble rester impassible. Ce qui paraît le plus bizarre, les citoyens se mobilisent pour se manifester afin de forcer les autorités à prendre leurs responsabilités à l'égard de l'insécurité et le kidnapping, ils sont devenus la cible des policiers du Palais national les gazant et les matraquant.

Comme on a pu le remarquer, au fur et à mesure qu'évoluent les kidnappeurs, les victimes appartiennent à toutes les

Suite en page 4

INSÉCURITÉ, PAUVRETÉ, INÉGALITÉS INSTITUTIONNELLES ET AUTRES

Cri d'alarme du Haut Commissionnaire des droits humains de l'ONU

Il semble que le siËge des Nations Unies, ‡ New York, ne soit pas logÈ ‡ la mÍme enseigne que le Bureau du Haut Commissaire pour les droits humains basÈ ‡ GenËve. Lors d'une sÈance d'information tenue ‡ GenËve, le mardi 19 janvier, sous la houlette de Marta Hurtado, porte-parole du chef de l'institution, la situation d'HaÔti est prÈsentÈe ‡ travers un prisme totalement diffÈrente de ce qu'affiche la reprÈsentante spÈciale du secrÈtaire gÈnÈral de l'ONU, en HaÔti, Helen Meagher Lalime.

Marta Hurtado.

Voici le texte entier du document diffusÈ ‡ l'issue de cette rÈunion.

« Nous craignons que l'insécurité, la pauvreté et les inégalités structurelles persistantes en Haïti, associées à des tensions politiques croissantes, ne conduisent à un mécontentement public suivi d'une violente répression policière et

Suite en page 4

HAPPENINGS!

Warning from Protestant leaders: "Haiti is a boiling pot about to explode!"

Haitian President Jovenel Moïse.

Prime Minister Joseph Jouthe.

By Raymond Alcide Joseph

The Protestant sector issued an alarming statement on Saturday about the country being ready to "explode," as President Jovenel Moïse persists with his plan to stay in power beyond his consti-

Continued on page 7

LE MANÈGE DE LA COMPÉTITION POLITIQUE BATTANT SON PLEIN

Jean-Bertrand Aristide se démène pour imposer sa loi

Sa villa à Tabarre transformée en centre de décisions

L'ex-vicaire de Saint-Jean Bosco Jean-Bertrand Aristide.

Mildred Trouillot, épouse de Jean-Bertrand Aristide.

Par Léo Joseph

Nonobstant les menaces politico-diplomatiques qui pèsent sur sa tête, en raison de ses velléités présidentielles, l'ex-président Jean-Bertrand Aristide s'active en tapinois pour s'imposer avec sa formation politique « *Fanmi Lavalas* ». Il a plus que quadruplé ses efforts, afin que le départ de Jovenel Moïse, le 7 février, ne le trouve dans l'impréparation. On ne

Suite en page 6

Journal 20- 27 janvier 2021.qxp_HO 1/20/21 4:14 AM Page 2

RiverSpring Health Plans touche lavi plis pase 15,000 rezidan Nouyòk.

ElderServe Health, Inc, ki fè biznis antanke RiverSpring Health Plans, gen kontra avèk ni Sant pou Sèvis Medicare ak Medicaid ni Depatman Sante Eta New York la pou ofri ou kowòdinasyon swen adapte pou ou pèsonèlman epi ede ou rete nan pwòp kay ou pou ou viv ak tout endepandans ki posib.

RiverSpring Health Plans ofri yon sèvis konsyèj jesyon swen ki ofri sipò ki vrèman adapte pou manm nou yo, fanmi manm yo ak moun k ap okipe yo. **Nou se fanmi fanmi yo adrese nan moman bezwen yo.** RiverSpring Health Plans touche lavi plis pase 15,000 rezidan Nouyòk, sa ki pote swen ak konpasyon nan kay manm nou yo 24 èdtan chak jou, 7 jou sou 7.

RiverSpring Health Plans dirije RiverSpring MAP (HMO-D-SNP), yon plan doub Medicare ak Medicaid ki ofri kouvèti medikaman sou preskripsyon ki abòdab, aksè ak pi bon doktè ak lopital, epi mete sou sa yon alokasyon $155 chak mwa pou atik yo vann san preskripsyon, ak plis toujou. Avèk RiverSpring MAP, manm nou yo ap gen "yon grenn kote pou achte" epi y ap resevwa avantaj garanti Medicare ak Medicaid yo nan yon sèl plan epi yon ekip swen yo ka fè konfyans.

Rele nan 1-800-362-2266 (TTY: 711) ant 8 am ak 8 pm, Lè Zòn Lès, 7 jou sou 7, epi yon pwofesyonèl avantaj RiverSpring MAP ap kontan reponn kesyon sou sèvis ki disponib pou ou yo. RiverSpring Health Plans gen plizyè opsyon plan epi nou ka ede ou chwazi youn ki bon pou ou.

RiverSpring MAP se yon plan (HMO D-SNP) ki gen yon kontra Medicare ak Medicaid. Enskripsyon nan RiverSpring MAP depann ak renouvèlman kontra a. ElderServe Health, Inc. obeyi lwa federal sou dwa sivil ki aplikab yo, epi li pa fè diskriminasyon sou baz ras, koulè, peyi kote moun soti, laj, andikap oswa seks. Ou ka jwenn enfòmasyon sa yo gratis nan lòt lang. Rele 1-800-362-2266 ak TTY/TDD: 711 ant 8 a.m. ak 8 p.m., Lè Zòn Lès, 7 jou sou sèt. Apèl la gratis.

RiverSpring Health Plans

RSH6956_MLTC_Ad_HaitiObservateur_FINAL.indd

Job Info

Client RiverSpring
Job RSH 6956
Live None
Trim 10.25" x 6.75"
Bleed None

Users FreelancerProd / FreelancerProd
Current Date 1-12-2021 2:36 PM
Creation Date 1-12-2021 2:36 PM
Printed at None
Page # 1

Inks Cyan, Magenta, Yellow, Black

Fonts
Open Sans (Regular, Bold)
Images
RiverSpringHealthPlans_4C.eps (56.82%)

Haiti Observateur

Approvals
Art Director
Copywriter
Account
Studio Artist
Proofreader
Project Mgr

Notes

PDF X1A

Rounds: FINAL

Journal 20- 27 janvier 2021.qxp_HO 1/20/21 4:14 AM Page 3

LE MANÈGE DE LA COMPÉTITION POLITIQUE BATTANT SON PLEIN

Jean-Bertrand Aristide se démène pour imposer sa loi

Sa villa à Tabarre transformée en centre de décisions

Suite de la page 2

peut plus déterminé à s'imposer, dans le jeu politique post-Nèg Bannann nan, il risque de tout chambouler, ou de résister à toute solution de la crise, qui se profile à l'horizon, s'il ne se réserve le droit de prendre les ultimes décisions relatives au contour du gouvernement intérimaire.

En effet, dans le cadre de ses démarches forcenées pour prendre le pouvoir, après le 7 février, tout au moins à l'influencer, le prêtre défroqué reste désespérément accroché à son projet de «*Comité de salut public* ». Par cette formule, il entend avoir les coudées franches pour former un gouvernement dont il serait le président avec un Premier ministre de son choix. Dans cette perspective, certains hommes et femmes politiques s'agglutinent sur lui faisant un interminable va-et-vient en sa résidence à Tabarre où se mènent les stratégies et prennent les décisions conformes à l'idéologie Lavalas. Cette tendance se précise au fur et à mesure qu'avance la date fatidique qui marque la fin du mandat constitutionnel de Jovenel Moïse. Surtout que les candidats aux hautes fonctions dans le gouvernement intérimaire, devenus courtisans assidus, ne veulent pas être en reste d'obéissance aveugle et de courbettes devant le faiseur de roi.

Aristide la mouche

L'ancien vicaire de Saint Jean Bosco, qui entretient, encore et toujours, de grandes ambitions politiques, dirige son envie effrénée sur la présidence afin d'achever sa mission criminelle. Dans sa course, sans partage, vers la reconquête du Palais national, il n'accepte pas de rival. Aussi ne veut-il partager son influence avec quiconque.

Quand bien même il diaboliserait Washington qu'il accuse, en privé, de « *fourrer son nez dans les affaires d'Haïti* », il entend être bel et bien présent dans les négociations sur la formation de la prochaine administration provisoire. En vertu de ce rôle qu'il s'est attribué et l'inflexibilité de son comportement, d'aucuns disent que « *la mouche* » qu'il est l'incite à faire retarder la solution de la crise qui naîtra après le 7 février.

Cette opinion a pris corps suite à l'annulation d'une réunion qui devait se tenir à Washington, la semaine dernière, entre des personnalités haïtiennes et des représentants politiques et diplomatiques de la nouvelle administration américaine sur les contours du gouvernement intérimaire appelé à prendre le pouvoir après le départ de Jovenel Moïse. Des sources proches du prêtre défroqué ont affirmé que la rencontre a été ajournée sine die après que celui-là eut insisté que soit maintenue sa formule de Comité de salut public.

Les membres du Black Caucus comme appui

Dans sa dernière démarche, en vue de la reconquête de la présidence, M. Aristide s'appuie sur les membres du Black Caucus, les congressistes noirs américains qui avaient, dans les années 90, fait de fortes pressions sur le président démocrate Bill Clinton pour qu'il retourne celui-là, alors en exil à Washington, en Haïti, derrière 20 000 soldats.

Retourné au pays, l'ancien vicaire de Saint Jean Bosco répétait à ceux qui voulaient l'entendre que le Black Cocus lui « *devait* ». Selon toute vraisemblance, cette audace affichée par l'ex-président Aristide se justifie par la « *générosité* » dont ont été l'objet de sa part certains membres du Congrès américain, au sein du Black Caucus. Jean-Bertrand Aristide effectuait des retraits des fonds de l'État haïtien générés par la Téléco, qui étaient déposés aux États-Unis, en vertu d'un ordre exécutif qu'avait signé le président George W. Bush. À l'époque, des virements mensuels étaient faits régulièrement sur le compte de l'avocat d'Aristide, Ira Kurzban. Ce dernier avait la responsabilité, non seulement de toucher ses propres émoluments, mais aussi de payer les lobbyistes de l'ancien chef d'État, ainsi que les congressistes en question.

En clair, après toutes ces années, Jean-Bertrand Aristide croit qu'il est encore possible de jouir des « *services* » de ses amis du Black Caucus, surtout que, tout récemment encore (à peine douze semaines), les congressistes Frederica Wilson et Maxine Waters ont signé des documents séparés, d'inspiration aristidienne, dans lesquels ont été dénoncées sans réserve les dérives de Jovenel Moïse, notamment la corruption, les détournements de fonds, les massacres dans les bidonvilles, les assassinats et les enlèvements contre rançons, etc.

Mildred Trouillot, épouse de Jean-Bertrand Aristide.

Aristide : Deux mandats tronqués, son lot de crimes

Les tombeurs d'Aristide ainsi que ses adversaires en général justifient le coup d'État orchestré contre lui par le tandem Cédras-Biamby-Michel en attirant l'attention sur les menaces qu'il lançait de manière récurrentes sur les « *bourgeois* » et ceux qu'il assimilait à cette classe sociale. Ils offraient comme preuves pour illustrer ces menaces des déclarations du genre « *Pè Lebren, ala youn bèl ti jwèt, ala youn bèl enstriman… Li santi bon… Li bwòdè…* » Ou encore « *Wòch nan dlo pra l konn doulè wòch nan solèy* ».

Quand il fait l'éloge du Père Lebrun, il faisait allusion au supplice du collier enflammé auquel étaient passés ceux qu'ils percevaient comme ennemis de Lavalas. Quand il parlait de «*wòch nan dlo* » il évoquait le changement de classe et de fortune qui allait se produire sous son administration. Mais tout cela n'était que des poses qu'il prenait, comparé aux crimes qu'il commettait par procuration. Si François Duvalier et son fils avaient leurs tontons macoutes, et Jovenel Moïse ses gangs armés et ses tueurs à gages, quant à Jean-Bertrand Aristide, il avait, en sus de ses policiers dévoyés, ses organisations populaires. À côté des policiers réguliers rôdés dans le crime, il intégrait au sein de la Police des voyous sans qu'ils aient été soumis au processus d'enquête de sécurité. C'était le cas des frères Moïse, des frères Arbrouet et d'autres criminels comme eux qui exécutaient les basses œuvres du prêtre défroqué.

L'histoire orale d'Haïti met le nombre des victimes de Duvalier à des dizaines de milliers dont la vérité n'a jamais été établie. En attendant de faire le bilan des personnes qui ont trouvé la mort par assassinat, sous Jovenel Moïse et PHTK, il faut se rappeler que Jean Léopold Dominique, Mireille Durocher Bertin, pasteur Leroy, Jean Florestal, etc., font partie d'une longue liste de personnes assassinées durant la présidence d'Aristide et de Préval (Dominique sous ce dernier).

Le grand « *parrain* » du trafic de drogue, en Haïti, tel qu'il a été dénoncé devant la Cour fédérale, à Miami, par Jacques Beaudouin Kétant, l'ex-vicaire de Saint-Jean Bosco est le commanditaire de l'assassinat d'Hector Kétant (frère de Jacques) par Roudy Terrassant.

Pour se faire une juste idée à quel point l'ex-président Aristide était impliqué à fond dans les activités du monde interlope, il suffit de se rappeler que ses victimes appartiennent à toutes les catégories sociales : avocats, militaires, enseignants, hommes politiques, journalistes, religieux, aussi bien qu'Oriel Jean, ex-agent de sécurité, et un de ses lieutenants. Après avoir purgé sa peine, suite à sa condamnation à la prison, aux États-Unis, sous l'accusation de transporter de la cocaïne en Amérique du nord, il fut expulsé vers son pays, bénéficiaire d'un sursis. Il fut abattu par des hommes à moto, quelques mois plus tard. Selon des sources fiables, il devait payer les conséquences de ses aveux concernant l'ex-président Aristide, à la justice fédérale.

Dans les milieux proches des procureurs fédéraux, à Miami, on affirme que président, l'ancien vicaire de Saint-Jean Bosco autorisait l'atterrissage d'avions transportant de la drogue de l'Amérique du Sud sur des terrains vagues, en territoire haïtien, aussi bien le largage de ces mêmes produits sur les côtes haïtiennes, moyennant de juteuses commissions sur la valeur des cargaisons. En ce qui concerne

Suite en page 2

DE BROSSE & STUDLEY, LLP

Richard A. De Brosse

Attorney at Law

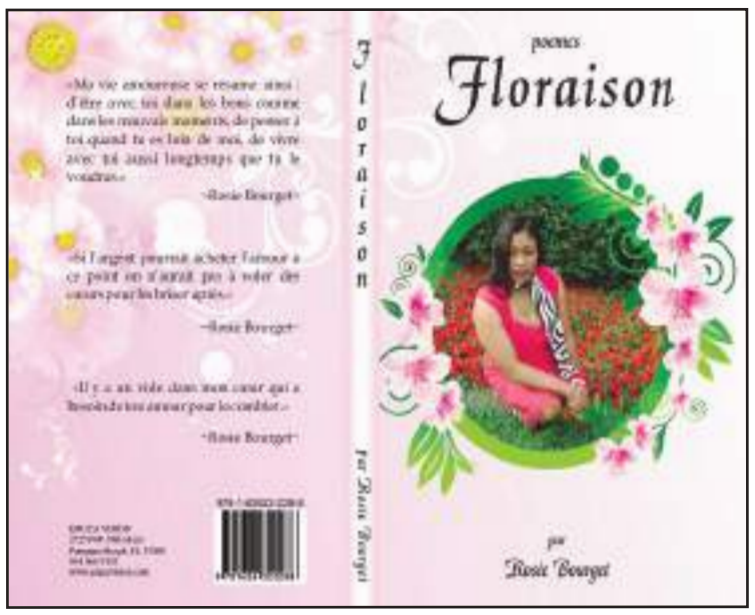
ACCIDENTS * REAL ESTATE MALPRACTICE

182-38 Hillside Avenue **(Suite 103)**

Jamaica Estate, N.Y. 11432

Tel.: 718-658-3000. Fax 658-658-3187

rdebrosse@QueensLegalPlaza.com



HAITI-OBSERVATEUR EN LIGNE

En attendant la construction du nouveau site, l'édition hebdomadaire peut être téléchargée : haiti-observateur.ca

Ensuite cliquez sur ARCHIVES, puis choisissez l'édition courante ou celle désirée.

Journal 20- 27 janvier 2021.qxp_HO 1/20/21 4:14 AM Page 4

LES TRACTATIONS CONTINUENT : LE POUVOIR INTÉRIMAIRE À FORMER

Aucune garantie du côté de juge Coq

Inquiétude chez ceux qui traînent des dossiers encombrants...

Suite de la page 1

Il semble qu'une faction qui se retranche derrière les hommes du pouvoir en place dont la réputation laisse beaucoup à désirer, en raison de leur mauvaise conduite au sein du gouvernement, notamment leur mal gouvernance, les détournements de fonds, les crimes financiers et même de sang, font chorus autour de la promotion de la candidature de la juge de la Cour de cassation Wendelle Coq, se livrant dans un donnant-donnant imaginaire, étant allés même jusqu'à présenter des propositions indécentes qu'ils prétendent avoir été faites à celle-ci par le truchement de leurs représentants. Mais là où le blesse, ils sont en train de rendre publiques leurs offres au haut fonctionnaire judiciaire avant même de prendre contact avec lui.

Il est, en effet, rapporté sur les réseaux sociaux, particulièrement sur *What'sApp*, que, suite à des négociations avec la juge Coq, elle a donné son avis à une série de conditions pour que soient créées les conditions pour que le choix de la présidence intérimaire soit porté sur elle.

Le secteur qui font campagne pour Mme Coq font savoir qu'en retour du vote de confiance qu'il compte recueillir, il prendra l'engagement d'éviter de faire de chasse aux sorcières et de se concentrer exclusivement sur l'aspect administratif, purement politique et diplomatique de la fonction. En ce sens, explique-t-on encore, les hauts fonctionnaires des gouvernements passés dont les noms ont été associés à des malversations, à des crimes financiers ou autrement accusés de mauvais agissements pourront être de tout repos.

Cela semble vouloir dire que le président dont le mandat touche presqu'à sa fin, les ex-chefs d'État, anciens Premier-ministres, secrétaires d'État, directeurs généraux et autres hauts fonctionnaires d'État, première dame, etc. accusés de détournements de fonds publics, de corruption, de prévarication ou d'autres crimes administratifs qui battaient leur plein, au cours des douze dernières années seraient invités à garder leur sérénité.

Dans le cadre de ces négociations, les dispositions signalées ici s'étendent également à tous ceux qui ont trempé dans des crimes de sang, sont signalé dans des activités relevant des assassinats, de massacres ou encore de kidnappings contre rançon. Cela équivaut à un blanc-seing accordé au PHTK et à son état-major.

Joseph Lambert, nouveau président du Sénat, atterit à temps à la présdence pour se mettre à la disposition des magouilleurs.

La juge Coq n'a rien promis

Wendelle Coq ni s'être engagée, dans un sens ou dans l'autre, assurant qu'elle n'a même pas été approchée en relation avec la présidence intérimaire. Lors d'une conversation téléphonique avec l'auteur, qui lui a posé les questions à brûle pour point, elle a répondu de manière catégorique. « *Juge que je suis* », dit-elle, il y a un processus en pareille circonstance. Mais elle dit n'avoir pas été contactée.

Précisant que les rumeurs relatives à ce sujet flottent dans l'air depuis déjà plus d'un an, elle a lancé, avec aplomb : « *Que ne dit-on pas sur les réseaux sociaux* » ?

Protection globale pour la famille PHTK

Si l'entrevue avec la juge Coq tire au clair son rôle dans les tractations ayant cours autour de l'installation de l'équipe qui sera appelée à assurer la gestion à titre intérimaire de l'État, elle expose clairement l'étroitement relation qui existe entre le Palais national et les milieux interlopes. Au fait elle met en évidence, confirme même ce dont tous les organes de presse, reliés par les citoyens, faisaient l'écho concernant les relations symbiotiques existant entre les dirigeants et les criminels.

Si quelqu'un entretenait des doutes, à ce sujet, le moment est venu pour qu'il se détrompe. Car ce sont les hommes et femmes au pouvoir qui démontrent que leur sort est définitivement lié à ceux des criminels. On en veut pour preuve les démarches qu'ils mènent, dans le cadre de leur campagne, en vue d'ouvrir la porte du Palais national au juge Coq. Ils cherchent protection, tant pour eux-mêmes et leurs alliés politiques, mis au banc des criminels, que les assassins, les massacreurs et autres criminels de tous poils qui ont rendez-vous avec la justice. Voilà pourquoi, par ces démarches, ils cherchent à assurer une assurance globale au Palais national, ainsi qu'à tous les collaborateurs de la première famille et aux grands ténors des gangs armés, qui représentent une extension de la grande famille PHTKiste.

ACTIVITÉS CRIMINELLES ET INSÉCURITÉ

Le kidnapping : Une industrie du PHTK contrôlée par Martine Moïse

Suite de la page 1

catégories sociales, à toutes les professions. Ils ne font pas de discrimination. Non seulement ils possèdent des lieux pour garder leurs prisonniers à l'abri, d'un bout à l'autre de leur captivité, mais ils ont la garantie que la rançon sera payée, et la brigade spéciale de la DCPJ, autrefois déployée dès qu'est lancée la nouvelle qu'une personne est prise en otage, reste dans son commissariat.

Mais encore, comment expliquer le fait que la brigade d'intervention rapide dont les succès, dans la gestion avec succès des enlèvements contre rançon, émerveillaient les parents des victimes et la population en général, soit mise en veilleuse indéfiniment. Pas un seul cas de kidnapping résolu sous le gouvernement de Jovenel Moïse.

Le cas de Sœur Dachoune Sévère

Si les quelques 20 à 25 cas d'enlèvement contre rançon par semaine répertoriés, à Port-au-Prince, commencent à soulever l'indignation, particulièrement des riverains des quartiers de résidence des victimes, sans pour autant même émouvoir les autorités, celui de Sœur Dachoune Sévère, de la congrégation Sainte Thérèse, située dans la région de Carrefour, au sud de la capitale ouvre les yeux à plus d'un. Des hommes lourdement armés avaient fait irruption en la résidence des religieuses et l'ont faite prisonnière, sans autre forme de procès.

Elle a été libérée, apprend-on de source autorisée, quatre jours après son enlèvement, sans qu'aucune information n'ait été communiquée sur le montant qui a été versé pour sa libération.

Toutefois, un proche des milieux interlopes a fait savoir, sous le sceau du secret, que Sœur Sévère a été libérée après que la première dame, Martine Moïse, eut versé une somme dont le montant n'a pas été révélé.

La même personne, qui a informé de l'identité de « cette âme charitable », qui a fait ce geste, a révélé qu'il ne faudrait pas écarter la possibilité que l'enlèvement de la religieuse aurait été imputé à celle-ci.

Une autre source proche du milieu interlope, à la capitale, a précisé que le kidnapping est une industrie montée par les dirigeants, qui fonctionne sous la direction de la première dame. C'est pourquoi les personnes sont enlevées et la PNH reste les bras croisés, ayant reçu l'ordre de laissez-faire. Donc, il n'y ni arrestation ni sauvetage. C'est toujours une opération réussie, du commencement à la fin.

Qu'est-ce qui est derrière le kidnapping de Sœur Sévère ?

Les informations disponibles font croire que cette opération a été menée en guise d'avertissement aux autorités catholiques, par rapport à la mobilisation anti-Moise en cours, qui ne cesse de prendre de l'ambleur.

Après que les secteurs évangéliques protestants eurent diffusé leur message dénonçant les dérives du président et lui demandant de respecter son serment de respecter et de faire respecter la Constitution qui fixe la date de son départ du Palais national, le7 février 2021, il doit y adhérer. Aussi, les quatre pasteurs qui ont signé le document au nom des missions qu'ils représentent, invitent toutes les couches sociales, toutes les dénominations et fois religieuses à s'unir à cet effort en vue d'envoyer un message clair et direct au président haïtien.

Le Palais national craint que les autres entités nationales, en tout premier lieu, l'Église catholique n'unisse leur voix à celle des protestants.

Tout compte fait, le kidnapping est, non seulement un instrument de combat contre le peuple haïtien révolté contre Jovenel Moïse et ses acolytes, mais aussi une industrie qui apporte de l'argent à ceux qui l'animent.

INSÉCURITÉ, PAUVRETÉ, INÉGALITÉS INSTITUTIONNELLES ET AUTRES

Cri d'alarme du Haut Commissionnaire des droits humains de l'ONU

Suite de la page 1

d'autres violations des droits de l'homme.

« Ces derniers mois, les enlèvements contre rançon, les attaques de bandes criminelles contre des quartiers perçus comme rivaux et l'insécurité généralisée ont augmenté dans un contexte d'impunité presque totale. Parallèlement, les tensions politiques refont surface en raison de différends sur le calendrier et la portée des élections et d'un référendum sur la réforme constitutionnelle proposée par le gouvernement.

« Les appels à des manifestations de masse se multiplient. Cela suscite à son tour des inquiétudes quant à la recrudescence des violations des droits de l'homme par les forces de sécurité lors du maintien de l'ordre lors des manifestations, comme on l'a vu lors des mois de protestation en 2018 et 2019, ainsi que lors des manifestations d'octobre et novembre de l'année dernière.

« Les violations des droits de l'homme par les forces de sécurité haïtiennes et les abus des droits de l'homme par les membres des gangs pendant les troubles sociaux de 2018-2019, sont

Suite en page 6

Journal 20- 27 janvier 2021.qxp_HO 1/20/21 4:14 AM Page 5

DIPLOMATIE INTERNATIONALE ET SOCIÉTÉ

Voyage à SAINT-DIDACE *dans les plantes* de Diane Mackay et d'Yves Gagnon 2/2

Par Dan Albertini

Entre (), où sont passés ce p'tit bonhomme et la bourrique que l'on croyait voir sur la lune, dans notre enfance, du moins à partir d'Haïti ? Fermons les ().

La porte des arts et du jardinage au 800

Bois et boisée, c'est un thème à développer. Derrière les barrières du 800 Chemin du Portage à Saint-Didace, on est entouré comme je le disais plus haut, d'une région de la nature en des noms et des parcs, des lacs, du fleuve... *etc*. Des noms de saints : Saint-Gabriel, Saint-Norbert, Saint-Sévère, Saint-Paulin, Saint-Barnabé, Saint-Léon-le-Grand, Saint-Justin, Saint-Ursule, Saint-Élie, Saint-Alexis-des-Monts, Saint-Bonniface, Saint-Louis-de-France, Saint-Étienne-des-Grès, Saint-Édouard-de-Maskinongé, Saint-Jean-de-Matha, Sainte-Émilie-de-l'Énergie..., *etc*.

Le Chemin du Portage se trouve dans le voisinage du Ruisseau au Castor. Le jardin se trouve au 800 du chemin au nom de Grand-Portage. Pavot aux tomates, compagnie de menthe verte, rosier polychrome bordant le sentier brumeux, banc de méditation au milieu de culture de..., haie taillée en faux bonzaï japonais. Richesse naturelle large diversifiée qui aurait attiré l'environnementaliste haïtien, en l'occurrence grand amateur de feuilles de racines protégées, qui nous a guidés dans nos recherches biologiques jusqu'à la [elle fera l'-objet d'un autre reportage illustré]. Ma curiosité invita donc les compétitions multiples. Est-ce que cette *diplomatie saint-didace* peut avoir en partage avec le botaniste haïtien ?

Je commence : *le* ***Bois capable*** *Schaefferia frutescens Jacq, Celastraceae en forêt, en bosquet ou comme les haies parfumées ; la* ***Citronnelle*** *Cymbopogon nardus Rendle Poaceae ou la Citronelle marron Ruta chalepensis L. Rutaceae, ou encore, la Citronelle pangnole Pectis elongata H.B.K. Compositae plus agréable aux papilles gustatives que celle, asiatique ; le* ***Crête coq*** *Heliotropium parviflorum L. Boraginaceae ou le simple, en décoration ou en infusion ; le fameux* ***Franchipagne*** *Plumeria alba L. Apocynaceae dit frangipanier dans les buissons ; élever le* ***Dahlia*** *variabilis (Willd) Desf. Compositae tropicale en serre en hiver ; identifier le* ***Guéri tout*** *Philodendron angustatum Schott Araceae ou le Guéri vite Clidemia hirta comme le vrai spécialiste de champignons ; la concentration de la* ***Langue chatte*** *Eupatorium odoratum L. Compositae et le dosage sont-ils compensatoire lors d'-une cure ; le* ***Loup garrou*** *Bryophyllum pinnatum (Lam.) S.Kurz Crassulaceae est-il une illusion botanique ;* ***Mélisse*** *Hyptis suaveolens (L.) Poit. Labiatae, est-ce une tisane douce ;* ***Zibline*** *Averrhoa carambola L. Oxalidaceae?*

Sentier de terre rouge

C'est dans ce contexte que je me verrais au milieu de *semis* de basilic vert et pourpre pour l'intérieur à préparer le bouturage de l'estragon, de la sauge, du romarin. Faire comprendre le marcottage de la lavande. Extirper la teinture d'arnica *chamissonis du grain*. Récolter le basilic de gênes Ocimum basilicum, lamiacées originaires de la route des épices (India). Piler la coriandre *coriandrum sativum* originaire du Moyen-Orient qui a la vertu de chasse la fièvre tierce. Envelopper l'estragon *artemisia dracunculus var, sativa*, estracées de chez les Grecs, réussi par marcottage. Dissoudre la **mélisse** *melissa officinalis*, lamiacées de la méditerranée pour renforcer la mémoire, calmer la migraine. Siphonner de la menthe, *mentha piperita* d'Égypte, stimulant cérébral du yogi. Utiliser l'origan *oreganum vulgare*, lamiacées de la Grèce antique comme la marjolaine pour parfumer et conserver la bière ou dans du vin contre les morsures venimeuses. Infuser le persil vert historique de la méditerranée pour digérer le Saint-paulin. Déshydrater le romarin d'Europe méditerranéen pour orner le gros saumon saumuré. Recommander la sarriette *satureja horenis*, lamiacées du nord de l'Afrique en poudre mélangée au miel comme philtre d'amour. *Conserver la sauge le thym frais.*

Ce sentier de terre rouge humide de Saint-Didace propose aussi les médicinales de la vaste gamme de chez l'herboriste urbain. Diane Mackay cultive d'après l'ouvrage des 40 ans publié : l'Achillée millefeuille mythologique, l'Agripaume cardiaque pour la gaité, l'arnica pour soigner la plaie, l'Astragale qui remonte le système immunitaire, l'Aubépine pour les maladies du cœur de la traditionnelle médecine chinoise, l'aunée bienfaisante diurétique et pectorale, l'avoine de la digestion, la grande bardane pour nettoyer le sang, le Calendule *souci calypso* orange pour guérir la plaie, la camomille du sommeil doux, la cataire *nepeta cataria*, herbe à chat chinois pour le stress et les émotions, le chardon marie asséché, la consoude (limité E) pour le cataplasme, pour les entorses et les fractures, l'échinacée pourpre, et le framboisier pour le système reproducteur féminin, la guimauve connue, la lavande parfumée calmante, la mauve négligée d'Eurasie, le Millepertuis, la molène de la méditerranée, l'ortie dioïque pour lutter contre *la mollesse*, le pimbina viburnum trilobum de boisson rafraichissante de l'-Amérindien, le pissenlit adulé de l'Italien, le plantain *Plantago major* d'Eurasie aimé des oiseaux, la scutellaire *lateriflore* des tribus amérindiennes pour la menstruation de, le stellaire pour les oiseaux en cage, le sureau blanc, la valériane officinale contre les convulsions et les crampes, le séchage et la teinture par bain alcoolisé. Vin blanc à 12 13% d'alcool, huile pressée filtrée de camomille et de soucis, *la pommade de...*, la liste est exhaustive et les raisons nombreuses si l'on veut découvrir cette richesse.

En fait, les ombres et lumières dans le vert jardin au tracé inspirant sur une pelouse embrumée qui mène au pied du pin dégarni comme une œuvre d'art naturelle en passant par le banc au bois brut qui se confond au décor, animent l'intelligence. L'on croirait vivre une magnifique peinture d'un grand maître de l'époque Sésame, juste avant les impressionnistes, mais c'est la photo d'un bout de jardin de Saint-Didace.

La pergola au banc ombragé domine une colonie invisible de pensées. Là aussi il se trouve les Rudbeckies ensoleillées aux aspects de pavots simplifiés dans le jardin zen comme un bosquet avec l'arbuste taillé en bonzaï.

Les masques-statues animent les floralies aux légumes agrémentés pour la formation en atelier de jardinage comme ceux intérieurs. *Des deux océans partis, on y est ici* !

Si vous passez par exemple vers les câbles près du Parc Vannier à Brossard, la variété de potagers citoyens impressionne par le ratio de citoyens des Cartier de la ville. Il faut s'inscrire en effet. Du côté de Saint-Léonard Saint-Michel, c'est la vie en italien, dirait-on qui domine ces potagers aux grosses tomates roses et parfois verdoyantes en début de saison. Cependant, à Saint-Didace, c'est la nature sauvage étendue qui est proposée comme panorama. Ce dernier attire dans ses profondeurs, le visiteur comme le spécialiste. Le couple **M-G** se partage plus d'une passion qu'il accouche sur papier pour diffuser, mais je préfère dire immortaliser des moments du jardin. Car, c'est de cela qu'il s'agit en bref sur le pas de porte de *Saint-Didace-de-la-diplomatie.*

NÉCROLOGIE

Décès de Marie Nogard Paul

Nous annonçons avec infiniment de peine la triste nouvelle de la mort de Marie Nogart Paul survenue le dimanche 3 janvier 2021, au Maimonides Hospital, à Brooklyn, après une courte maladie.

En cette pénible circonstance, nous présentons nos sincères condoléances à ses frères : Fritz Paul, Lesly Paul et Carlo Paul; à ses sœurs : Chantal Paul, Constance Liautaud et Patricia Liataud; à ses cousins et cousines : Harry Paul et famille, Luckner Raymond et famille, Maryse Raymond et famille, Jean-Robert Raymond et famille, Marie-Rose Jean-Louis et famille, Bertrand Jean-Louis et famille, Léonce Jean-Louis et famille, Jacques Jean-Louis et famille, Makensie Jean-Louis, Béatrice Jean-Louis et famille, Yves Thermozy, Fradzelle Thermozy Noël et famille, Rose Joachim Thermozy, Yva Thermozy, Yvrose Thermozy, Mme Eole Paraison et famille; à sa tante Carmen Jean-Louis; à ses neveux et nièces : Clifford Paul, David Paul, Gregory Paul, Steve Paul, Samath Paul, Wood Paul, Carla Paul.

Aux familles : Paul, Liautaud, Jean-Louis,Thermozy, Paraison, Noël et à tous ses parents, alliés et amis affectés par ce deuil.

La famille reçoit le samedi 16 janvier prochain, de 4 h à 9 h PM, au Guarino Funeral Home, sis au 9222 Flatlands Avenue, Brooklyn, NY 11236.

Les funérailles de la très regrettée Marie Nogard Paul seront chantées le samedi 23 janvier 2021, en l'église Sainte Rose de Lima de Léogâne, Léogâne, Haïti.

Journal 20- 27 janvier 2021.qxp_HO 1/20/21 4:14 AM Page 6

Kreyòl

GRENN PWONMENNEN

Jodi 20 janvye a, prezidan an kite Wachintonn; Lòt la ap tranble Pòtoprens !

Vrèman 2 mesye sa yo sanble anpil, menm si younn se youn Blan epi lòt la se youn Nwa. Men nan pale yo, nan ajisman yo se 50 kòb ak 2 gouden. Ēske se paske tou lè 2 se bizismann ki fè yo sanble konsa? Mwen pa ka reponn kesyon an, men m ap lage kèk verite la a, epi nou menm nou ka fè rezònman pa nou, Antouka mwen pa ka kite konpè bò isit la ale pou m pa ba l youn dènye ochan.

Nou byen konnen se de Donal Twonp (Donald Trump) ak Jovnèl Moyiz (Jovenel Moïse) m ap pale, paske se dènye jou Twonp pou l rache manyòk li bay lakou Mezon-Blanch lan byen pwòp, menm si l te fè lerès, menm eseye fè koudeta, pou l pa t ale. Kanta pou lòt bò lakay la, l ap batay toujou, fè e defè, ap bay enpresyon li p ap fè youn pa Kita youn pa Nago. Men tou se *"enbesil ki bay, sòt ki pa pran!* Nèspa vrè, Mesye Apredye?

Ann pase nan Wachintonn dabò, kote *"Genius"* la (le Génie), ki konn plis pase tout mounn, sot pran youn gwo souflèt olye de gran panpan li te konprann li te pral fè nan dènye jou l nan kapital la. Wi, msye te deja di nan mèkredi maten, kivedi jodi a menm, se pou Lame te prepare pou ba l gwo ochan, avèk mizisyen tankou mizisyen Palè, k ap deplase opa, pandan li menm ak madanm ni ap deplase opa, ansanm ak lòt, san dout, epi ou tapi wouj wi, jan sa fèt pou wa ak larèn. Wi, se konsa li te decide pou l te di dènye babay anvan l al pran avyon pou l desann Mar-a-Lago, rezidans wololoy li a nan Palm Beach, an Florid. Enben Eta Majò Lame a nan *Pentagon* te di, depi nan samdi ki sot pase a, pa gen sa pyès.

Jan msye grandizè, pa gen anyen li ka fè, kòmsi l ta di mwen pral revoke tout Eta majò a. Li pa gen pouvwa ankò, se youn ti dènye byenfè y ap fè l pou yo mennen l abò elikoptè al pran avyon militè nan militè pou l desann an Florid. Alewè, msye tèlman wont jan bagay yo vin ap dewoule nan mèkredi a, li ka menm pase nan pòt pa dèyè, nan lakou, pou yo pa wè jan yo trete l aladènyè minit.

Fòk nou konpran sa l t ap bat pou fè. Kòm amidi, jodi a, se inogirasyon Prezidan *Joseph "Joe" Biden* ak Vis-Prezidan *Kamala Harris,* Twonp te soti pou l wete atansyon sou sa k te pral pase amidi an epi pou tout stasyon televizyon nan peyi a, menm aletranje, te konsantre sou li-menm, nan dényе jou l la. Dayè, selon tou sa k ap di, epi sa n wè tou, militè deplwaye toupatou nan kapital federal la avèk nan kapital 50 Eta yo pou jou jodi a, paske tèworis k ap boule ak msye Twonp yo pwomèt pou yo gate fèt inogirasyon an. Jan yo di pawòl la, *"Jan chache, Jan twouve, Jan pral oblije ret trankil!"* Nou menm, nou di se fineray la!

Men, mezanmi, di m si se pa tankou prezidan "Repiblik Bannann" nan Twonp aji. Nan peyi "twou k-k" a, prezidan an gen "bandi legal" ke yo rele gang tou. Li menm, bò isit, li rele pa l yo "patriyòt", men ki aji menm jan ak gang yo. Se pa kay mounn yo anvayi, epi menm kidnape yo, se Palman menm yo anvayi, pou eseye fè koudeta. Jan yo di pawòl la, "ti peyi, ti mès, gran peyi, gran mès. Si yo te arive met met sou sèten senatè ak depite yo t ap voye kèk ladan yo nan peyi san chapo e plizyè lòt t ap anba kòd.

Okontrè, "patriyòt-tèworis" yo te pare pou transe youn gwo egzanp avèk Vis-Prezidan an, Mike Pence, ki te refize fè sa Prezidan Tonp te mande l la, pou l te anile eleksyon an nan dat 6 janvye a lè yo te reyinin nan Kongrè a. Kòm nou konnen, Pence te di li pa ka dezobeyi Konsitisyon peyi a, li pa ka fè sa prezidan an mande l la. Enben lè yo te anvayi *Capitol* la jou lendi a, yo t ap rele byen fò **"Pence trayi! N ap pann Pence!"** Epi se pa jwe yo t ap jwe non, paske poto pou pann viis-prezidan an te deja byen kanpe nan lakou *Capitol* la.

M pa kwè m bezwen esplike nou kijan "bandi legal" yo opere ann Ayiti, kijan yo kidnape mounn e menm kijan yo ansasinen nenpòt mounn, san yo pa bezwen pè anyen. Pi bèl egzanp mwen ka bay sou sa se jan yo te ansasinen avoka *Monferrier Dorval,* prezidan Asosyasyon Avoka nan Pòtoprens, toupre kay Prezidan Moyiz la, nan dat 29 dawou lane pase, semèn pwochèn pral fè 5 mwa. Bagay ki pi enteresan, sè ke 5 minit apre ansasinay la, Madan Prezidan, Martine, vin montre bòs li, *"le Président de la République"* video ekzekisyon avoka a. Se pa mwen ki di non, se *Son Excellence,* ak pwòp bouch li ki di l. E kòm nou konnen, alèkile, *"les paroles ne s'en vont plus"* jan yo di an franse a, *"les paroles sont enregistrées"*.

Sa n di pou sa, ti video nou la, sere byen fon, kote ti tèt zo ap esplike kesyon an devan televizyon wi. Yo tout ladan l, se youn bann ansasen, eksepte ke bò isit yo sot monte sou resif. Se gras a ensitisyon yo ki solid nan peyi isit, ki pa koube devan okenn gwo chèf, kit se youn "Génie" osnon youn "Apredye". Nanpwen fason pou yo te chanje volonte pèp la pou fé prezidan plezi. Se konsa Donal Twonp vin fè bèk atè!

E pou JoMo, li menm k ap suiv jan bagay yo pase bò isit la, èske l konprann li ka detounen move kou ki pare pou li a ? Li konprann vre li ka fè peyi a vale 7 fevriye 2021? Epi pou l pase 2 zan ap gouvènen ak kout dekrè, pandan li pral fè eleksyon malatchong avèl Konstitisyon 2 grenn gòch li a? Antretan, l ap kannale pou l rive jouk sou 7 fevriye 2022! Atò zanmi l nan ki te monte opouvwa nan menm lane 2017 la, sèlamn 18 jou anvan l, l ap kite l ale pou kont li? Fò l sispann fè engra.

Konsèy n ap ba li, pa bliye pawòl ki di pi bonnè se granm maten an. Pito l kouri ranje zafè l vit, paske jan l boule ak pèp la, matirize l, lage gang ak polisye malonnèt nan dèyè yo, se konsa li ka oblije peye pou sa l fè. Jan mounn peyi Lend yo di: se *Karma,* sa w simen se sa w rekòlte. Li pa janm twò ta pou zòt repanti. Epi ti bonnonm franse a di: ***Ā bon entendeur, salut!***

TiRenm/
Grenn Pwonmennen
20 janvye 2021

LE MANÈGE DE LA COMPÉTITION POLITIQUE BATTANT SON PLEIN

Jean-Bertrand Aristide se démène pour imposer sa loi

Sa villa à Tabarre transformée en centre de décisions

Suite de la page 2

ne Beaudouin Kétant, qu'on fait passer pour son « *compère* », la routine consistait à faire don de USD 500 000 comme cadeau à Aristide, à l'occasion de son anniversaire de naissance. Il semble que Éliobert Jasmin (Eddy One) ait été en rivalité avec Kétant. Dans le monde des trafiquants de drogue, on faisait croire que comme cadeau d'anniversaire au «*prêtre des pauvres* » ce dernier lui donnait jusqu'à un million de dollars.

Aristide faisait son beurre également dans les Coopératives dont les pilotes ont vraiment «*plumé* » les sociétaires, dont certains ont été ruinés, ayant perdu toutes leurs économies. Un bon nombre d'entre eux, venus de la diaspora, avaient négocié une seconde hypothèque sur leurs maisons. Piégés dans ce «*Système de Ponzi*», la déconvenue essuyée a entraîné des couples au divorce. Toutefois, on n'a jamais entendu que Jean-Bertrand Aristide avait perdu de l'argent.

Les millions que l'ancien prêtre a détournés, au détriment du peuple haïtien, qui sont déposés à des institutions bancaires off-shore et dans des pays d'Europe de l'Est, ont été aussi ramassés à la Téléco et dans le détournement des fonds de son organisation de bienfaisance, « *Lafanmi Selavi* », qui a définitivement fermé ses portes à la cloche de bois.

Dans les milieux politiques et sociaux, en Haïti, les conversations portent souvent sur la fortune de Jean-Bertrand Aristide, un prêtre qui a fait « *serment de pauvreté et de chasteté* ». Se basant sur des témoignages fournis par des anciens collaborateurs du prêtre, de l'homme politique, aussi bien que de services d'intelligence financière, d'aucuns se croient autorisés à évaluer ses comptes en banque à plus de USD 50 millions $. Mais quoiqu'on puisse deviner et conjecturer, une seule personne serait en mesure de donner des informations plus ou moins fiables à ce sujet. En tout cas, il y a fort à parier il y a de quoi cimenter ce mariage, en dépit du fait que Mildred Trouillot soit «*une femme battue* ».

À la lumière de tous ces faits, on est en droit de se demander «*Ki sa koukou te fè pou pitit li pou l rele pitit li Frizelia* » ? Dans le même ordre d'idées qu'est-ce qui fait penser à Aristide que le peuple haïtien a oublié tous les torts qu'il lui a faits, au point de lui octroyer un nouveau droit de séjour au Palais national ?

L.J.

INSÉCURITÉ, PAUVRETÉ, INÉGALITÉS INSTITUTIONNELLES ET AUTRES

Cri d'alarme du Haut Commissionnaire des droits humains de l'ONU

Suite de la page 4

ddocumentés dans un rapport du Service des droits de l'homme du Bureau intégré des Nations unies en Haïti et du Bureau des droits de l'homme des Nations unies, qui a été publié il y a quelques heures. Le rapport montre un schéma de violations des droits de l'homme et d'abus suivis d'une absence quasi totale de responsabilité. En outre, il documente les violations des droits de réunion pacifique et de la liberté d'expression. Le rapport documente également les impacts des manifestations et des barricades érigées, en particulier en 2019, sur la vie quotidienne du peuple haïtien. Plus précisément, il aborde les restrictions à leur liberté de mouvement, leur accès aux soins de santé, y compris la santé sexuelle et reproductive, leur accès à l'éducation et leur droit à l'alimentation. Il souligne également l'impact des barricades dans la population carcérale.

« Les autorités doivent immédiatement prendre des mesures pour éviter la répétition de ces violations et abus des droits de l'homme en veillant à ce que les agents des forces de l'ordre respectent les normes et standards internationaux concernant l'usage de la force lorsqu'ils traitent des protestations. Les autorités devraient également veiller à ce que les gangs n'entravent pas le droit des gens à manifester pacifiquement. Le gouvernement devrait également garantir la responsabilité des violations et abus passés, en assurant la justice, la vérité et les réparations.

« Haïti devrait également prendre des mesures pour répondre aux griefs de la population et aux causes profondes qui ont alimenté les protestations, notamment l'impunité généralisée, les allégations de corruption, la pauvreté persistante, les inégalités structurelles, l'accès limité aux services sociaux et d'autres difficultés dans l'exercice des droits économiques et sociaux par le peuple haïtien.

« Les récents décrets présidentiels portant création d'une agence nationale de renseignement et sur le renforcement de la sécurité publique sont préoccupants, car les analyses préliminaires indiquent qu'ils ne semblent pas conformes aux normes et standards internationaux en matière de droits de l'homme. Ils risquent également d'entraîner une nouvelle répression des droits à la liberté de réunion pacifique, d'association et d'expression. Les actes de violence commis par les manifestants lors de précédentes manifestations ne devraient pas servir de prétexte pour restreindre les libertés fondamentales et réduire l'espace civique.

« Nous saluons l'engagement de la Police nationale haïtienne à réformer les pratiques documentées dans le rapport, notamment en veillant à ce que les agents participant au maintien de l'ordre lors des manifestations reçoivent une formation et des instructions adéquates. Le Bureau des droits de l'homme des Nations unies est prêt à continuer à soutenir les autorités de l'État dans leur respect des obligations internationales en matière de droits de l'homme. Il exprime sa volonté de continuer à travailler à la création d'un bureau national ».

Tombé moins d'un mois avant la fin constitutionnelle du mandat de Jovenel Moïse, qui se démène comme un beau diable pour rallonger son temps au pouvoir d'un an supplémentaire, constitue un signal clair. Surtout que le lancement de ce signal, qui a tout l'air d'un changement de politique et de stratégie de l'ONU, à l'égard d'Haïti, n'a pas été émis par le truchement de son représentant local. Cela semble vouloir dire que Mme La Lime a perdu toute crédibilité auprès du peuple haïtien.

Journal 20- 27 janvier 2021.qxp_HO 1/20/21 4:14 AM Page 7

HAPPENINGS!

Continued from page 1

tutional term of February 7, in 18 days.

That is the latest warning from a religious sector, after a spontaneous uproar by those attending mass at the Port-au-Prince cathedral on the previous Sunday, January 10, denouncing the president, crying out: ***"Too much blood spilled, Jovenel has to go!"*** Moreovcr, in an interview with Vatican News, January 13, the Papal Nuncio, being transferred from the Caribbean island to represent the Vatican in Qatar, made damning remarks about the country's leadership.

In the statement, made available to us by one of the signers, the prophet Jeremiah (chapter 1, verse 13 of the Bible) is quoted and the following tells it like it is *"A boiling pot, ready to explode, wrath swelling up, and a terrible chaos threatening."* Such is the county now. And the leaders signing the statement assert: *We are literally sitting on a powder keg, a dangerous situation exacerbated by the stubbornness of Mister Jovenel Moïse to hold unto power after February 7, 2021, the constitutional date for his mandate to end."*

It is mentioned that the President *"knows very well"* that his mandate ends on February 7, *"as one Senator of his own party has pointed out."* And as a dig to the president, it's written: *"Didn't he acknowledge that the mandate of 20 Senators had expired in January 2020,"* gloating about it?"

It is rather interesting that the Protestant leaders point this out in their official statement because on the second Monday of last year when the mandates of all Lower House members and of 10 Senators had expired, the president, illegally, included the names of 10 other Senators he considered troublesome in the list of those whose mandates had expired. Singlehandedly, he deprived them of two years of their constitutional mandates. Despite the scandal caused by Moïse's arbitrariness, he never backed down; neither did his international partners of the CORE Group of Western ambassadors protest his action.

Gonzague Day, Minister of Haitians Living Abroad.

That was the initial stage for setting up his one-man rule. Now his threat to hold onto power beyond his mandate is considered *"a dangerous adventure, a flagrant violation of the Constitution. . . . A dictatorship is being set up,"*

Following hours of discussion at a meeting held in Tabarre, suburb of Port-au-Prince, on January 12, the 11th anniversary of the 2010 earthquake, the Protestant leaders provided "proofs" of their assertion in these terms:

"1. Creation by the Executive of an Electoral Council, the members of which were chosen in disregard of norms prescribed by the Constitution. The mission of this unconstitutional entity is not only to proclaim a new constitution, but also to organize new elections.

"2. Cautioning of gangs that have been federated to facilitate support to the President's party in areas put under their control is proof that the government has taken a dangerous path. The declaration made by the chief of this criminal federation on the eve of October 17, 2020 is rather eloquent. (At that time Johnny Cérizier, nicknamed Barbecue, pledged allegiance to President Moïse.)

"3. Blocking the PetroCaribe dossier.

"4. Publishing an unbelievable number of decrees, libertine and menacing in nature to freedom of speech, to the rights of protest and to religious freedom.

"5. Impunity for criminals close to those in power [who were involved] in the massacres perpetrated in La Saline and Bel Air."

After such a repertoire of the deleterious, even criminal, actions of the ruling regime, with incontrovertible facts to prove their point, the Protestant officials assumed their responsibility as servants of God, *"conscious of our mission to clear the path for the people of God and discard all obstacles,* [based on] *Isaiah chapter 57, verse 14"* ("Heap it up! Heap it up! Prepare the way. Take the obstacle out of the way of my people.)

If ever there was a battle cry, this is one. Thus, the Protestant leaders make their demands and show the way forward:

"We require respect for the country's Charter, notably its Article 134-1 and 134-2.

"We demand that the President of the Republic, Mr. Jovenel Moïse, acknowledges that his mandate ends on February 7, 2021.

"We call on international organizations, especially the OAS and the UN, to cease immediately

Continued on page 12

What's in a Number?
Regarding the Curse of 232

By Raymond Alcide Joseph

Not many people thought about it and two friends with whom I broached the subject were dumbfounded because they never saw what I told them or, if they saw it, it never registered as something unusual: The number **232** in the present context of America, which was to be MAGA (Make America Great Again), under the leadership of a self-styled "GENUIS" of a President. But America is a MESS now, under siege by homegrown terrorists who have caused the militarization of all 50 States to defend the ritual of renewing Democratic governance that hopefully will lead to MASA (Make America Sane Again).

ésident Donald Trump

So, what has **232** to do with it? Everything! This goes back to Monday, December 19, 2016, at the meeting of the Electoral College, when the 38 votes of the Texas delegation provided the Republican candidate the number of votes to cross the threshold of 270 needed from the total of 538 to be declared the winner of the presidential sweepstakes. An elated Donald Trump was aglow because the 270 kept increasing until, in the end it became 306 for him and **232** for the Democratic candidate, Hillary Clinton.

While Mr. Trump kept repeating ***"it's a landslide,"*** there was an outcry, especially from Democratic circles, that the Electoral College should be abolished because it does not represent the will of the majority. As it was, their candidate had won 65.8 million votes, or 48.2% compared to 62.9 million, or 46.1% for the declared winner. But No one could change the established rules. Winning the popular vote, especially in the major metropolitan areas, is not sufficient. Winning enough smaller battleground States, especially in more rural regions, is key.

Ex-président Jovenel Moïse

Anyway, everything went smoothly, just as stipulated in the Constitution. The legislators of the two Congressional branches met jointly, on Friday, January 6, 2017, with then Vice-President Joseph "Joe" Biden officiating, for the ritual of certifying the report of the Electoral College. Vice-President Biden even had to rule against the objection of certain Democratic legislators who were still objecting the Trump

Continued on page 12

Qu'en est-il d'un numéro ?
Concernant la malédiction du chiffre 232

Par Raymond Alcide Joseph

Peu de gens y ont pensé, et deux amis avec lesquels j'ai abordé le sujet ont été étonnés de n'avoir jamais vu ce que je leur ai dit, ou s'ils l'avaient vu, ils ne l'avaient considéré comme une chose d'inhabituel : le chiffre 232 pris dans le contexte actuel, aux États-Unis, considéré à la lumière du slogan MAGA (Make America Great Again), sous la direction d'un soi-disant « *GÉNIE* » de président. Mais présentement les États-Unis se trouvent dans un état catastrophique, assiégés par des terroristes locaux ayant provoqué la militarisation des 50 États, dans le cadre de la défense du rituel de renouvellement de la gouvernance démocratique qui, espérons-le, mènera à MASA (Make America Sane Again).

Quelle relation existe-t-il avec le chiffre 232 ? Cela remonte au lundi 19 décembre 2016, lors de la réunion du Collège électoral, lorsque les 38 représentants de la délégation du Texas ont fourni au candidat républicain le nombre de voix nécessaires pour franchir la barre des 270 voix sur les 538 nécessaires pour être déclaré vainqueur des présidentielles. Donald Trump s'était alors réjoui, car les 270 voix n'avaient cessé de se multiplier, jusqu'à atteindre le nombre 306 en sa faveur et 232 pour la candidate démocrate, Hillary Clinton.

Alors que M. Trump ne cessait de répéter « *c'est un raz-de-marée* », il y a eu un tollé, surtout dans les milieux démocrates, pour que le Collège électoral soit aboli, car n'exprimant pas la volonté de la majorité. En l'occurrence, leur candidat avait remporté 65,8 millions de voix, soit 48,2 %, du suffrage contre 62,9 millions, ou 46,1 % pour le vainqueur déclaré. Mais personne ne pouvait changer les règles établies. Gagner le vote populaire, surtout dans les grandes agglomérations, ne suffit pas. Il est essentiel d'obtenir l'adhésion de suffisamment de petits États, en particulier dans les régions plus rurales.

Quoi qu'il en soit, tout s'est déroulé sans heurts, selon le vœu de la Constitution. Les législateurs des deux Chambres du Congrès se sont réunis ensemble, le vendredi 6 janvier 2017, en présence du vice-président de l'époque, Joseph Biden, pour le rituel de certification du rapport du Collège électoral. Le vice-président Biden avait même dû se prononcer contre l'objection de certains parlementaires démocrates qui s'opposaient encore à la victoire du candidat républicain. «*C'est fini* », avait déclaré M. Biden.

Le Congrès avait alors procédé au rituel de certification de l'œuvre du Collège électoral, ayant officiellement déclaré le citoyen Donald J. Trump président des États-Unis et Michael Richard Pence vice-président. Puis ce fut, en grande pompe, le

Suite en page 12

Journal 20- 27 janvier 2021.qxp_HO 1/20/21 4:14 AM Page 8

PRAN PREKOSYON, RETE LAKAY OU!

PA VWAYAJE PANDAN SEZON FÈT SA A.

Lè w vwayaje sa mete ou, pwòch ou yo ak kominote w lan an danje pou vin malad epi simaye COVID-19.

Si w oblije vwayaje, ou dwe pare pou fè tès **COVID-19** epi pou mete tèt ou an karantèn lè w retounen.

Pou jwenn plis enfòmasyon sou COVID-19, ale sou nyc.gov/health/coronavirus.

Pou dènye enfòmasyon yo sou restriksyon sou vwayaj nan Eta New York, ale sou ny.gov/traveladvisory.

NYC Health

Bill de Blasio
Majistra

Dave A. Chokshi, MD, MSc
Manm komisyon

AVÈTISMAN SOU SANTE

MOUN NEW YORK YO TA DWE LIMITE AKTIVITE YO

KA COVID-19 YO AK MOUN KI AP ENTÈNE YO AP OGMANTE RAPIDMAN NAN NEW YORK.

GANMOUN KI GEN PLIS PASE 65 ANE KI GEN KÈK PWOBLÈM SANTE KI KACHE ANBA PI GWO RISK POU **COVID-19 GRAV.**

YOMENM AK MANM FANMI YO AK MOUN KI AP BA YO SWEN TA DWE:

Limite aktivite yo deyò lakay yo– sèlman kite lakay yo pou ale travay oswa lekòl oswa pou swen medikal oswa lòt bezwen ki esansyèl tankou pwovizyon ak atik nan famasi.

Evite zòn piblik yo ak rasanbleman yo.

Pote yon kouvèti pou figi toutan lè yo deyò lakay yo, andedan ak deyò.

Rete lakay yo si yo malad, sòf pou yo jwenn swen medikal, gen ladan fè tès pou COVID-19.

Pa aksepte vizitè lakay yo, sòf moun ki ap bay swen yo.

SI OU GEN SENTÒM COVID-19 YO, RELE DOKTÈ OU.
SI OU GEN YON IJANS MEDIKAL, RELE 911.

Pou plis enfòmasyon, vizite **nyc.gov/health/coronavirus**

Haitian Creole

NYC Health

Bill de Blasio
Majistra

Dave A. Chokshi, MD, MSc
Manm Komisyon

Journal 20- 27 janvier 2021.qxp_HO 1/20/21 4:14 AM Page 9

MASQUES HAITIENS
EN GROS ET EN DETAIL
TO ORDER, CALL (516) 859-4106
DISPOSABLE AND WASHABLE
MASKS
FOR SALE
WE WELCOME
WOLESALE AND RETAIL
WE SPEAK ENGLISH
SPANISH, FRENCH
AND CREOLE
CELL:
(516) 859-4106
CALL US:
(718) 400-8463
VIVE HAITI CHERIE
VIVE HAITI CHERIE
VIVE HAITI CHERIE
VIVE HAITI CHERIE
VIVE HAITI CHERIE
VIVE HAITI CHERIE
VISITEZ-NOUS A: PATRIOTIME
190-21B JAMAICA AVENUE
HOLLIS, NY 11423
(Bet 190 and 191 Streets)

Journal 20- 27 janvier 2021.qxp_HO 1/20/21 4:14 AM Page 10

ÉDITORIAL

Le 7 février approche, appel à la raison pour éviter une hécatombe

Depuis déjà plus de trois mois, la colère du peuple face aux multiples dérives du régime PHTKiste dirigé par l'équipe Moïse-Jouthe ne cesse de se faire entendre en crescendo de protestation. À quelque trois semaines de la fin du mandat constitutionnel de Jovenel Moïse, c'est le pays tout entier qui affiche son intention d'en finir avec lui, se déclarant prêt à recourir même à la violence pour libérer le pays si le chef de l'État, dont le mandat constitutionnel arrive à terme, le 7 février, persiste à se montrer récalcitrant. Le moment est venu où il faut faire résonner encore plus fort l'alarme. En ce sens, la nation entière devrait rallier le dernier message d'un groupe de pasteurs protestants représentant plusieurs organisations de ce secteur.

Bien que le locataire du Palais national n'intervienne pas directement sur la question relative à la fin de son mandat constitutionnelle dont la date du 7 février 2021 est celle reconnue par la quasi-totalité du pays, il ne cesse de multiplier les gestes et initiatives prouvant qu'il a son regard fixé sur cette même date, l'année prochaine. Par l'organe ou le truchement de ses thuriféraires, le 7 février 2022 est revendiqué comme jour de son déménagement autorisé de la résidence officielle du chef de l'État. Une stratégie qui, cela va de soi, ayant le potentiel d'ameuter les citoyens de toutes tendances contre lui, et de fait les mobilise en ce sens. La manifestation du vendredi 15 janvier doit servir d'avertissement à tous les PHTKistes, Jovenel Moïse en tout premier lieu, qui feignent de ne pas saisir la gravité de la situation. En attendant, essayons de faire entendre raison aux femmes et hommes du pouvoir qui ont la tête enfuie dans le sable.

Certes, depuis qu'a déclenché la mobilisation citoyenne, en 2019, pour exiger la « *démission immédiate et sans condition* » de Jovenel Moïse, beaucoup d'eau a coulé sous les ponts, mais dans le sens négatif. Car au fil des mois, l'opposition anti-Moïse s'est endurcie et le nombre des secteurs soulevés contre lui s'est multiplié d'une manière exponentielle, avec la même intensité que la grogne populaire. Alors que, secteurs après secteurs montent au créneau pour dénoncer les crimes, abus de pouvoir, violations de la constitution et des lois du pays, qui lui sont reprochés; en sus de commettre des massacres dans les quartiers défavorisés, tant à la capitale que dans les villes de province; et de perpétrer des assassinats sur la personne de paisibles citoyens, ou encore de donner carte blanche aux kidnappeurs contre rançon; et de lâcher ses alliés, les gangs armés semant le deuil au sein des familles; le vide socio-politique se fait autour de lui dans tous les secteurs de la vie nationale.

La nation observe le chef de l'État sombrer de plus en plus dans cette logique de détournements, comme si lancé dans un voyage à sens unique vers le crime organisé. Quand on le croit parvenu au bout de celui-ci, on le voit poussé encore davantage dans une nouvelle vague de dérives. En tout cas, même si très tôt après sa prestation de serment, Jovenel Moïse présentait des aptitudes dans les dérives qu'il affichait, on ne peut nier que lui et ses proches collaborateurs ont perfectionné les compétences criminelles et kleptomanes dotés de réflexes de détournements de fonds et d'agents de la corruption.

Porteurs de tous ces vices, qu'ils pratiquent en même temps, on comprend que M. Moïse et ses alliés politiques n'aient pu casser le cycle infernal de la violence, du vol de fonds publics, d'assassinats, d'enlèvements et de massacres sur la population. Dans le même ordre d'idées, on comprend aussi pourquoi les couches saines du pays ont fui le président haïtien comme la peste. De toute évidence, si lors de la première mobilisation, en 2019, le chef de l'État pouvait encore compter sur quelques centaines de collaborateurs endurcis, moins de deux ans plus tard, le voilà presque seul. Persister à vouloir s'accrocher au pouvoir, même pour un mois, frise la folie.

Certes, depuis des mois, les discours anti-Moïse véhiculés, tant dans le pays qu'en diaspora, l'écho de l'expulsion du président du Palais national fuse de toutes parts. Au fait, le réflexe de son rejet est si intense que d'aucuns proposent d' « *aller le chercher au Palais* », s'il s'y trouve encore le 7 février. Les prises de position anti-Jovenel Moïse se sont radicalisées, au point que des passionnés préconisent même que lui soit infligé « *le sort de Vilbrun Guillaume Sam* », si cette date le trouve encore au Palais.

Pour mémoire, le 28 juillet 1915, le président Sam avait pris asile à la Légation de France, à Port-au-Prince, après avoir ordonné l'exécution sommaire de nombreux prisonniers politique. Une foule en colère menée par des parents des victimes l'y poursuivit jusqu'à l'étage, où il se trouvait, le culbuta au sol, par la fenêtre, à la multitude qui le déchiqueta à coups de machettes, de piques, de couteaux et autres instruments hétéroclites. Ce tragique et sanglant événement entraîna le débarquement des Marines américains dont l'occupation d'Haïti a duré 34 ans.

En clair, les discours, prises de position et sorties dans les média des ministres et autres courtisans du chef de l'État revendiquant la fin de son mandat constitutionnel le 7 février 2022 ne visent qu'à agacer le peuple. Ceux qui comprennent bien la situation devraient s'abstenir d'attiser la colère des citoyens déjà à bout de patience avec lui. Voilà pourquoi il serait bon de tenir compte des derniers conseils prodigués par un groupe de pasteurs protestants.

En effet, la Conférence des pasteurs haïtiens (COPAH), Conseil national spirituel des églises (CONASPE), la Fédération des pasteurs haïtiens (FEPAH) et la Fédération protestante d'Haïti (FPH), dans une position commune adoptée à la suite d'une rencontre de réflexion tenue le 12 janvier dernier, à Tabarre, sur la situation générale du pays, à la veille du 7 février 2021, exigent le respect de la constitution, notamment les dispositions des articles 134-1 et 134-2. En effet, ils comparent la situation qui règne présentement dans le pays « *à une chaudière bouillante, prête à exploser, une colère qui gronde et un chaos terrible qui menace* ».

Le document dit plus loin : « *Nous sommes littéralement assis sur une poudrière, une situation dangereuse exacerbée par l'entêtement de Monsieur Jovenel Moïse à se maintenir au pouvoir après le 7 février 2021, date constitutionnelle de la fin de son mandat* ».

Justifiant encore ses prises de position, les quatre organisations disent noter « *(…) une dictature est en train de se mettre en place dans le pays. S'entêter à rester au-delà de son mandat constitutionnel, c'est s'engager dans une aventure dangereuse, car il s'agit ici d'une violation flagrante de la Constitution* ».

Ces entités protestantes basent leurs conclusions relatives à la mise en place d'une dictature par Jovenel Moïse par les motifs suivants : « *La création d'un CEP illégitime et contesté, le cautionnement de l'action des gangs armés dans les quartiers populaires, l'impunité dont jouissent les criminels, le blocage du dossier Petro Caribe et la publication d'un ensemble de décrets liberticides* ».

Ces organisations protestantes estiment leurs motifs justifiés pour demander aux institutions internationales, surtout « *l'OEA et l'ONU* » d'arrêter sans délai leur immixtion dans les affaires internes d'Haïti en apportant leur soutien à un président *« ouvertement en rébellion contre la loi et la Constitution du pays »*.

Ces organisations adressent, de manière solennelle, une invitation aux forces vives du pays (secteurs religieux, patronal, syndical, etc.) afin qu'elles prennent position de manière non équivoque *« en faveur d'une transition pacifique afin d'épargner au pays et aux citoyens les douleurs et les affres d'une violence aveugle »*.

La date du 7 février avance rapidement, Jovenel Moïse devrait savoir qu'il ne peut imposer à toute sa famille le mauvais sort qu'il invite. Car il y a de fortes chances que cette date soit déjà trop tard !

HAITI OBSERVATEUR

Haïti-Observateur
P.O. Box 356237
Briarwood, N Y 11435-6235Tél. (718) 812-2820

SUBSCRIPTION FORM
BULLETIN DE SOUSCRIPTION

Haiti
Haïti-Observateur
98, Avenue John Brown, 3ème étage
Port-au-Prince, Haïti
Tél. (509) 223-0787 ou
(509) 223-0785

CANADA
Haïti-Observateur
Gerard Louis Jacques
514 321 6434
12 Haiti Cik Canada
12213 Joseph Cassavant
Montreal H3M3C7

EUROPE, AFRIQUE ET ASIE
Un service spécial est assuré à partir de Paris. L'intéressé doit s'adresser à:
Jean Claude Valmon
13 K Avenue Friedhofen, 1t Rt Apt. M
93310 Le Pre St. Gervais France
Tel. (33-1) 43 63 28 10

ÉTAT-UNIS
1ère classe
__ 48.00 $ US. pour six (6) mois
__ 90.00 $ US. pour un (1) an

AFRIQUE ET ASIE
__ 553.00 FF. pour six (6) mois
__ 1005.00 FF. pour un (1) an

CARAÏBE ET AMÉRIQUE LATINE
1ère classe
__ $73.00 US. pour six (6) mois
__ $100.00 US. pour un (1) an

EUROPE
__ 73 EUROS. pour six (6) mois
__ 125 EUROS. pour un (1) an
Par chèque ou mandat postal en francs français

Name/Nom
Company/Compagnie
Address/Adresse
City/ville State/Etat
Zip Code/Code Régional Country/Pays
Tous les abonnements sont payables d'avance par chèque ou mandat français

Journal 20- 27 janvier 2021.qxp_HO 1/20/21 4:14 AM Page 11

EDITORIAL

With February 7 approaching, a call to reason to avoid a massacre

For more than three months, the people have been expressing their anger loudly against the multiple excesses of the PHTK, *Bald Headed*, regime led by the Moïse-Jouthe team. Just three weeks before the end of Jovenel Moïse's constitutional term, the citizens of all categories have announced their intention to put an end to him, declaring their readiness to resort even to violence to free the country if the Head of State persists on holding to power beyond the February 7 expiration of his constitutional mandate. It is time to sound the alarm even louder. In that light, the entire nation should rally around the latest message from a group of protestant pastors representing several organizations of that religious sector.

Although Mr. Moïse himself does not directly address the issue of his constitutional mandate ending February 7, 2021, as widely recognized, he continues, however, to take certain initiatives proving that he has his sight set on the same date, but the following year. Meanwhile, via his apologists, it is claimed that February 7, 2022 is the date for clearing out of the President's official residence. Understandably, this strategy has inflamed the ire of the citizens, who are mobilized against him. The demonstration last Friday, January 15 throughout the country and in Haitian communities abroad, should serve as a warning to the ruling team, above all Jovenel Moïse himself, who pretend not to grasp the seriousness of the situation. Time is really running out for those men and women, basking in power, to stop their head-in-the-sand posture.

Certainly, since the citizen mobilization of 2019, demanding the "immediate and unconditional resignation" of Jovenel Moïse, much water has flowed under the bridge—in a negative way. But as the months passed, the anti-Moïse opposition has hardened and the sectors turning against him have multiplied exponentially. The intensity of their actions parallels popular discontent, as one sector after another stands up to denounce the crimes, abuses of power, violations of the laws and the constitution of the country, on top of the massacres carried out in the poverty-stricken neighborhoods, both in the capital and in other cities. They denounce the murders of peaceful citizens and protest the government's alliance with kidnappers-for-ransom, to whom carte blanche has been given to operate. Meanwhile, armed gangs allied to the authorities cause mourning among the families. In the process a socio-political vacuum is being created, affecting the existence of the nation itself.

Concerned citizens watch helplessly as the Head of State falls increasingly into a logic that leads to a one-way trip toward organized crime. He surprises all the time as he pushes further into a new wave of abuses. For sure, it started early on after President Moïse's swearing in. Immediately, he began drifting into corruption. Since then, there is no denying that, surrounded by like-minded collaborators, he has perfected his criminal and kleptomaniacal skills, giving free rein to his reflexes for embezzlement.

Experts in all sorts of vices, Mr. Moïse and his political allies, understandably, could not break from the infernal cycle of violence, theft of public funds, assassinations, kidnappings-for-ransom, and a series of massacres. In the same vein, it is also understandable why healthy layers of the society have fled the Haitian president like the plague. There is no denying that during the first mobilization of the citizens in 2019, the Head of State could still count on a few hundred hardened collaborators. Less than two years later, however, it's another story, he is almost alone. Thus, wanting to cling to power at all cost, even for one month, borders on madness.

For months now, the anti-Moïse discourse, both in the country and in the diaspora, is similar. He must be expelled from the National Palace. The mood of the people borders on the unthinkable, some going as far as saying they'll "go get him in the Palace," if he were to still be there on February 7. Indeed, the anti-Jovenel Moïse stance has been radicalized, to the point that some diehard enthusiasts even recommend, that "The fate of Vilbrun Guillaume Sam be inflicted on him", if he were to be in the Palace on that date.

(For those who don't know Haitian history, President Sam had sought refuge in the French diplomatic mission in Port-au-Prince after he had ordered the execution of some political prisoners. An enraged population went there, threw him out from a window to a mob that chopped him to pieces, July 28, 1915. In the ensuing chaos, the American Marines landed and the 34-year U.S. occupation of Haiti ensued.)

To put it plainly, the speeches, statements and media appearances of certain government ministers and other courtiers of the Head of State, demanding that the end of his constitutional mandate be February 7, 2022, are causing more anger among the people. One would think that they would attempt instead to appease the citizens whose patience already has run out. In that light, it would be good to heed the latest advice from a group of protestant pastors.

The Conference of Haitian Pastors (COPAH), the National Spiritual Council of Churches (CONASPE), the Federation of Haitian Pastors (FEPAH), and the Protestant Federation of Haiti (FPH), issued a joint statement, following a meeting of reflection, held last January 12 in Tabarre, concerning the general situation of the country on the eve of February 7, 2021. They demand respect for the constitution, *"particularly the provisions of articles 134-1 and 134-2*. The compare the current situation of the country *"to a boiling pot, ready to explode, wrath swelling up and a terrible chaos threatening."*

The document goes on to say: *"We are literally sitting on a powder keg, a dangerous situation exacerbated by the stubbornness of Mr. Jovenel Moïse to hold onto power after February 7, 2021, the constitutional date for his mandate to end."*

Justifying their position, the four organizations say they note *"... a dictatorship is being set up in the country. To persist in staying beyond his constitutional mandate is to embark on a dangerous adventure, because it is a flagrant violation of the Constitution."*

These Protestant entities base their conclusions regarding Jovenel Moïse's setting up a dictatorship on the following: *"The creation of an illegitimate and contested CEP [Provisional Electoral Council]; the endorsement of action by armed gangs in popular neighborhoods; the impunity enjoyed by criminals; the blocking of the Petro Caribe dossier, and the publication of a series of libertine and menacing decrees."*

These Protestant organizations consider their motives justified in asking international institutions, *"especially the OAS and the UN, to cease immediately their meddling in Haiti's internal affairs by supporting a president who is openly in rebellion against the laws and the Constitution of the country."*

They solemnly invite the country's active forces (religious, business, trade union, etc.) to take an unequivocal stand in favor of a peaceful transition so *"to spare the country and the citizens the suffering and the torments of unbridled violence."*

As the date of February 7 fast approaches, Jovenel Moïse should be fully aware that he cannot impose on his family the uncertain fate he seems to be begging. For, considering it all, the date to evacuate may be already too late!

HAITI OBSERVATEUR

Haïti-Observateur
P.O. Box 356237
Briarwood, N
Y 11435-6235Tél. (718) 812-2820

SUBSCRIPTION FORM
BULLETIN DE SOUSCRIPTION

Haïti
Haïti-Observateur
98, Avenue John Brown, Série étoile
Port-au-Prince, Haïti
Tél. (509) 223-0787 ou
(509) 223-0785

CANADA
Haïti-Observateur
Gérard Louis Jacques
514-321-6434
12 Haïti OR Canada
12213 Joseph Cassavant
Montréal H3M2C7

EUROPE, AFRIQUE ET ASIE
Un service spécial est assuré à partir de Paris. L'intéressé doit s'adresser à:
Jean Claude Valleron
13 K Avenue Feldheche, Bt R Apt. 44
93310 Le Pre ST. Gervais France
Tél. (33-1) 43-63-28-10

ÉTAT-UNIS
1 ère classe
48.00 $ US, pour six (6) mois
90.00 $ US, pour un (1) an

AFRIQUE ET ASIE
553.00 FF, pour six (6) mois
1005.00 FF, pour un (1) an

CARAÏBE ET AMÉRIQUE LATINE
1ère classe
$73.00 US, pour six (6) mois
$160.00 US, pour un (1) an

EUROPE
73 EUROS, pour six (6) mois
125 EUROS, pour un (1) an
Par chèques ou mandat postal en francs français

Name/Nom
Company/Compagnie
Address/Adresse
City/Ville State/État
Zip Code/Code Régional Country/Pays
Tous les abonnements sont payables d'avance par chèques ou mandat français

Journal 20- 27 janvier 2021.qxp_HO 1/20/21 4:14 AM Page 12

HAPPENINGS!

Continued from page 7

ly their meddling in [Haiti's] internal affairs by supporting a President who is openly in rebellion against the laws and the Constitution of the country."

"We call on the active forces of the country [such as] religious sectors, business owners, unions and others to position themselves clearly in favor of a peaceful transition, to spare the country and the citizens the suffering and the torments of unbridled violence.

"Finally, we propose a meeting with civil society organizations to put in place a committee of support and reflection to frame the initiatives of a transition, breaking with the past, introducing real change, as widely demanded by the Haitian people."

To this battle cry, with solution suggested to the Haitian President and society at large, the leaders sign their names, providing their titles, as well as their telephone numbers, thereby underscoring that they assume responsibility for their stand:

"Dr. Gérard Forges and Dr. Gérald Bataille, Ambassadors of the Protestant Federation of Haiti (FPH), Tel. [respectively] +509-4772-6868; +509-3493-5447; Pastor Jacques N. Janvier, President of the Federation of Haitian Pastors (FEPAH), +509-3725-6136; Dr. Françoise St. Vil Villier, President of National Spiritual Council of Churches (CONASPE), +509-3419-4427; Pastor Israel Baptiste, Representative of the Conference of Haitian Pastors (COPAH), +509-3793-7320."

The action of these Protestant leaders is similar to the action of Russian opposition leader Alexei Navalny, who returned to his country on Sunday, January 17, knowing that he would be arrested. Indeed, on arrival, he was arrested at the airport in Moscow, causing an international uproar and the United Nations calling for his immediate release. It should be noted that Mr. Navalny, reportedly poisoned, allegedly on order of President Vladimir Putin, had been in Germany for treatment, before he decided to return home.

Gonzague Day, Minister of Haitians Living Abroad.

In Haiti, the authorities usually do not arrest, but assassinate those who are considered dangerous detractors, as happened to Monferrier Dorval, Esq, the President of the Port-au-Prince Bar Association. Therefore, Jovenel Moïse and his acolytes are put on notice. In their hands are the lives of these citizens who, thinking that enough is enough, have spoken truth to power.

NEWSBRIEFS

As reported in last week's column of Nouvelles Brèves, there was what appeared to be a spontaneous demonstration inside the Port-au-Prince Cathedral, with the faithful, in unison, angrily repeating: "Too much blood shed! Jovenel Moïse must go!" We have since learned that there is no spontaneity at mass and that all is coordinated, and that the Archbishop must have been aware of what was to happen. He even could have been the instigator, especially since the Friday night before, January 8, a Catholic nun, Sister Dachoune Sévère, had been kidnapped in her room, at a Convent in Carrefour, a suburb south of Port-au-Prince center city. That Sunday evening, the nun was brought back on a motorcycle.

In that light, the January 10 demonstration is another ominous sign for Jovenel Moïse. Someone at the mass has since noted in a commentary posted on WhatsApp "it was exactly what happened prior to Jean-Claude Duvalier's departure [in 1986] and Jean-Bertrand Aristide's ouster [in 2004]." The commentator also noted that, based on church protocols, the prelate officiating mass that day would have to report the unusual political action in church to the Nuncio, the Vatican's diplomatic representative in Port-au-Prince.

Meanwhile, on January 16, *Rezo Nodwes, (rezonodwes.com)*, reported about an interview that the outgoing nuncio in Port-au-Prince, Eugene Nugent, gave to *Vatican News*, in which he's quoted as having said: *"In Haiti, there is much corruption, bad governance, bad management, and bad administration."*

In the interview with Adélaïde Patrignani, the Nuncio talks fondly about Haitians. *"What I discovered here,"* he said, *"was an enormously gifted people, very creative artists, musicians, writers and poets."*

Starting his tour of duty in 2015, his main mission then was to work with local church authorities in reconstruction projects, following the devastating 2010 earthquake. Other than the good natured and gifted Haitians, he was critical about the endemic poverty, due to *"injustices, eco-*

Continued on page 13

What's in a Number?
Regarding the Curse of 232

Continued from page 7

mp win. *"It's over,"* Mr. Biden stated.

Whereupon Congress went through the routine of certifying the work of the Electoral College and officially declared Citizen Donald J. Trump President of the United States and Michael "Mike" Richard Pence Vice-president. Then it was all pomp and circumstance on January 20, 2017, for the inauguration of the 45th President of the United States. He even got a bonus in that the electors gave him a Republican Senate to do his bidding, though the House remained under Democratic control.

Four years later, following the November 3, 2020 elections, the number **232** reappeared. On Monday, December 14, 2020, the Electoral College certified the votes cast in the 50 States of the Union. This time, the 55 votes of California, the State from which Senator Kamala Harris comes, cemented the victory of Joe Biden, as the count crossed the 270-threshold required for victory. As in 2016, the numbers kept increasing, not for Donald Trump this time. In the final analysis it was 306 for Joe Biden and **232** for Donald Trump, who lost exactly by the same numbers of 2016, however inversely.

Considering that Biden also had won the popular vote by more than seven (7) million, or 81.2 million votes, against 74.1 million for Trump, the 46th President of the United States could have been crowing about the ***double landslide,*** in Donald Trump's parlance. No! He was very reserved as he called for healing and let others, especially the press, dwell on his making history, drawing a record of more than 80 million voters.

Whereas in 2017, the joint Congressional meeting to certify the winner went smoothly, we all know what happened on Monday, January 6, just two weeks ago, when terrorists, egged on by President Trump and his acolytes, assaulted the Capitol, causing mayhem, including five dead, among them a Capitol police officer. The situation would have been more tragic, if the legislators and Vice President Pence had not been spirited away by Capitol security and the Secret Service to safety. Anyway, the slogan "Hang Pence" was being shouted and a hanging stand had already been erected. Weapons and bombs discovered by the Police and the FBI, as well as "democratic handcuffs" made of plastic tell of the intention of the terrorists to cause harm and proceed with arrest.

Finally, order was restored, following the arrival of National Guard units, on orders from Vice-President Pence, not President Trump. Thus, late that evening, the legislators began to trek in on the Senate floor to continue the session, still being officiated by a Vice-President Pence, shaken but defiant, saying "violence will not win." By 3:41 a.m., Thursday, January 7, he declared officially that Joe Biden is President and Kamala Harris Vice-President.

And the cursed number **232** will reappear again. Following

Continued on page 13

Qu'en est-il d'un numéro ?
Concernant la malédiction du chiffre 232

Suite de la page 7

le 20 janvier 2017, la cérémonie de prestation de serment du 45e président des États-Unis. Celui-ci avait même reçu une prime, dans la mesure où les électeurs lui avaient donné un Sénat républicain pour faciliter l'exécution de son programme, bien que la Chambre soit restée sous le contrôle des démocrates.

Ex-président Jovenel Moïse dans quelques jours.

Mais, quatre ans plus tard, à la suite des élections du 3 novembre 2020, le chiffre 232 réapparaît. Le lundi 14 décembre 2020, le Collège électoral a certifié les votes exprimés dans les 50 États de l'Union. Cette fois, les 55 voix de la Californie, l'État d'où vient le sénateur Kamala Harris, ont renforcé la victoire de M. Biden, puisque le décompte a franchi le seuil des 270 voix requises pour la victoire. Comme en 2016, les chiffres continuaient à s'accumuler, mais, cette fois, pas en faveur de Donald Trump. En fin de

Ex-président Donald Trump dans quelques heures.

compte, les résultats sont ainsi exprimés : 306 pour Joe Biden et 232 à Donald Trump. Voilà, les mêmes chiffres sont inversement attribués aux candidats, tel en 2016.

Considérant que Biden a également remporté le vote populaire, par plus de sept (7) millions de voix, soit 81,2 millions, contre 74,1 millions pour Trump, le 46e président des États-Unis aurait pu se réjouir de la « *double raz-de-marée* », à l'instar de Donald Trump. Non ! Il s'est montré très réservé, appelant à l'apaisement et laissait aux autres, notamment la presse, le temps de s'attarder sur son entrée dans l'histoire, avec un record de plus de 80 millions d'électeurs.

Alors qu'en 2017, la réunion conjointe du Congrès, pour entériner la victoire du vainqueur, s'est déroulée sans encombre, nous savons tous ce qui s'est passé le mercredi 6 janvier, il y a tout juste

Suite en page 13

Journal 20- 27 janvier 2021.qxp_HO 1/20/21 4:14 AM Page 13

HAPPENINGS!

Continued from page 12

onomic and social inequalities." He mentioned the *"kidnappings for ransom since autumn and the Catholic Church not being spared."* Undoubtedly, he was referring to the kidnapping of the nun, as mentioned above.

He touched upon the population the restlessness of the people with the unpopular President Moïse, who has been ruling by decree. In addition, there is much uncertainty about Haiti's future. Regarding *"a constitutional referendum and presidential, legislative and local elections to be held by the end of the year,"* he said they represent *"a major challenge."*

To be noted, Eugene Nugent was transferred, as of January 7, to be the Pope's top diplomat in Qatar, a Muslim nation in the Mideast.

***A three-day Diaspora Congress in Haiti aimed at drumming up support abroad for the besieged regime at home.** January 14-16, the action was at a hotel in Petion-Ville where a so-called "Congress of the Diaspora" was being held, under the sponsorship of Gonzague Day, the Minister of Haitian Living Abroad (French acronym MHAVE).

On the first day, President Jovenel Moïse and Prime Minister Joseph Jouthe were there to show their interest in the Diaspora. Except for a certain Edwin D'Haïti, from France who, someone vouched, was there, no other well-known Diaspora representative has been mentioned. In the New York Metropolitan area, no one could say who represented communities in New York and Ncw Jersey, which have heavy concentration of Haitians and Americans of Haitian descent.

Suddenly, the Diaspora has importance, other than sending more than $3 billion in transfers to the homeland in 2019. As it is, it's expected that this be greatly reduced last year, due to COVID-19. Figures for 2020 are not available yet. Anyway, the government which is being contested from almost all quarters in the country, wants the Diaspora to be aware that the new illegal Constitution proposed by Jovenel Moïse will allow full involvement of Haitian citizens abroad in national affairs, providing for double nationality, even multiple, without losing political rights in the country. With this bait, the Haitian authorities figure that the popularity of President Moïse would get a boost from the Diaspora.

On Saturday, the last day of the conclave, National Police Director General (DG) Léon Charles addressed the group and assured his audience that he will rid the country of the bandits that have become ubiquitous these days, kidnapping at will and demanding huge ransoms. According to reporting by the on-line *Vant Bèf Info* (VBI), DG Charles said, *"There's a new chief in town. Under my command the bandits won't have it easy."* He availed himself of the opportunity to send a message to all bandits, telling them *"change your business"* otherwise he will go after them *"wherever you're hiding."*

Meanwhile, the kidnappings continue. On Monday, January 18, Eryl Dédé, a well-known autobus owner, was kidnapped right in Port-au-Prince. On Saturday night, it was the turn of young businessperson Mike Belot to be kidnapped. Unreported were several other kidnappings during the weekend, which shows that DG Charles is whistling in the wind.

RAJ
20 January 2021
raljo31@yahoo.com

What's in a Number?
Regarding the Curse of 232

Continued from page 12

such blatant attempt at staging a coup d'état, eliciting the moniker of "Banana Republic" for his country by former President George W. Bush, swift action has been taken to deal with Donald J. Trump. Thus, did the House, under the leadership of Speaker of the House Nancy Pelosi, in a special session, on Wednesday, January 13, impeach President Trump. It's a presidential record, twice impeached. Interestingly, the vote for impeachment was **232,** including ten (10) Republicans who joined 222 Democrats, against 197 diehard Republicans.

Certainly, the Senate won't deliberate on the issue before Wednesday, inauguration day. By then, the Senate, just as the House, will be under Democratic control. But 17 Republican senators must break rank and join the Democratic majority in the Senate to condemn Citizen Trump, who will then lose much, especially his right to seek any public office. Still, we are not out of the woods because on Wednesday, January 20, the 21,000 U.S. troops currently securing Washington, D.C., will be boosted by another 4,000, and thousands more are being dispatched to all 50 States. For, the terroristic partisans of Donald Trump announced that they plan to disrupt the inauguration of the Biden-Harris team who, they claim, got that far from a "rigged" and "stolen" election.

While Mike Pence announced that he will be at the inauguration, on Wednesday, Donald Trump has asked for a special send-off from the White House, on red carpet, with fanfare, that morning, as he heads to his swanky residence at Mar-a-Lago, in Palm Beach, Florida, where he is not welcomed by many of his neighbors. At the end of the day, the Pentagon rejected his request. Stay Tuned!

Qu'en est-il d'un numéro ?
Concernant la malédiction du chiffre 232

Suite de la page 12

deux semaines, lorsque des terroristes, poussés par le président Trump et ses acolytes, ont pris d'assaut le Capitole, provoquant un désastre, dont cinq morts, parmi lesquels un policier du Capitole. La situation aurait été encore plus tragique si les parlementaires et le vice-président Pence n'avaient pas été mis en sécurité par la sécurité du Capitole et les services secrets. Quoi qu'il en soit, le slogan « *Hang Pence* » était lancé et une potence rudimentaire avait déjà été érigé. Des armes et des bombes découvertes par la police et le FBI, ainsi que des « *menottes démocratiques* » en plastique témoignent de l'intention des terroristes de faire du mal et de procéder à des arrestations.

Finalement, l'ordre a été rétabli, suite à l'arrivée des unités de la Garde nationale, sur ordre du vice-président Pence, et non du président Trump. Ainsi, tard dans la soirée, les législateurs sont retournés au Sénat, en vue de poursuivre la session interrompue, toujours sous la direction du vice-président Pence, encore sous le choc, mais provocateur, disant «*la violence ne l'emportera pas* ». À 3 h 41, le jeudi 7 janvier, il a déclaré officiellement Joe Biden et Kamala Harris, respectivement président et vice-présidente.

Et le chiffre maudit 232 réapparaîtra. Suite à cette tentative flagrante de coup d'État, qui a inspiré à l'ancien président George W. Bush le surnom « *Banana Republic* » pour son pays, une action rapide a été entreprise pour faire face à Donald J. Trump. Ainsi, la Chambre basse, sous la direction de la présidente de cette institution, Nancy Pelosi, a mis en accusation le président Trump au bout d'une séance spéciale, le mercredi 13 janvier, un record présidentiel, deux fois mis en accusation. Il est intéressant de noter que le vote pour la destitution a été de 232, dont dix (10) républicains qui ont rejoint 222 démocrates, contre 197 républicains purs et durs.

Il est certain que le Sénat ne délibérera pas sur la question avant mercredi, jour de l'investiture. D'ici là, le Sénat, tout comme la Chambre, sera sous le contrôle des démocrates. Mais 17 sénateurs républicains doivent rallier la majorité démocrate au Sénat pour condamner le citoyen Trump, qui perdra alors beaucoup, en particulier son droit de briguer aucune fonction publique.

Mais nous ne sommes pas encore sortis de l'auberge, car, mercredi, 20 janvier, les 21 000 soldats américains qui assurent actuellement la sécurité à Washington seront renforcés de 4 000 autres; tandis que des milliers d'autres sont envoyés dans les 50 États. Puisque, les partisans terroristes de Donald Trump ont averti qu'ils projetaient de perturber la cérémonie de prestation de serment de l'équipe Biden-Harris qui, selon eux, est parvenue jusqu'ici grâce à des élections *« truquées »* et « *volées* ».

Alors que Mike Pence a annoncé qu'il serait présent à l'investiture, mercredi, Donald Trump envisage un départ spécial de la Maison Blanche, sur le tapis rouge, en fanfare, ce matin-là, alors qu'il se dirige vers sa résidence chic de Mar-a-Lago, à Palm Beach, en Floride, où l'unanimité n'est pas au rendez-vous de l'accueil offert par ses voisins. À la dernière minute, le Pentagone a réagi en rejetant sa requête. Restez à l'écoute !

Men nimewo madichon 232 a !

Pa gen anpil mounn ki te bay sa enpòtans. Okontrè nan youn ti pale mwen t ap fè ak 2 zanmi, yo di m yo pa t menm wè sa m fè yo wè a. Yo met men nan machwè, yo di m, « *Ou menm, ou se youn ti landeng vre !* » Kivedi nou pa janm wè jan nimewo **232** a se youn nimewo madichon ?

Enben jan bagay yo ap dewoule Ozetazini kounnye a, fòk nou fè youn ti analiz pou n wè kijan chif sa a vin kwoke nan gòj youn konpè ki konprann li pi entelijan pase tout mounn. Dayè, msye te di lè m fin fè travay mwen vre, p ap gen tankou peyi Etazini, Se pral nimewo 1 nèt al kole! Vwala ke Etazini tèt anba kounnye a, militè byen ame nan Wachintonn, kapital peyi a, epi nan tout 50 Eta yo, tou pare pou fè fas a vagabond, tèworis peyi. Antretan, n ap tann pou wè si youn nouvo ekip kapab vin met lòd nan dezòd la! Nou tou konnen de kilès m ap pale, youn mesye yo bay pou *Donald Trump*.

Ok ! Men kisa **232** gen pou wè nan kesyon an ? Enben chif sa a se mèt koze a. Se youn bagay ki kòmanse depi 19 desanm 2016, lè Kolèj elekotral la te reyini pou sètifye eleksyon pou prezidan nan lane sa a. Kòm nou konnen, nan peyi isit apre tout mounn fin vote, gen vòt Gran Elektè yo, nan chak Eta, pou deside kilès vrèman yo pral bakòp. An 2016, lè yo t ap

Suite en page 14

Journal 20- 27 janvier 2021.qxp_HO 1/20/21 4:14 AM Page 14

Men nimewo madichon 232 a !

Suite de la page 12

konte vòt Eta yo, yo rive sou Teksas (Texas), ki te vin ajoute 39 vòt sou chif *Trump* yo. La tou, li travèse chif 270 la ke youn kandida bezwen pou l kriye viktwa. Msye kontan, li pran ponpe, paske li konnen li bat *Hilary Clinton*, ki te kandida pou demokrat yo. Men yo te kontinye konte kanmenm. Lè yo fini nèt, msye bat Madan *Clinton* 306 kont **232.** Kòm nou wè l, se 538 vòt ototal yo gen nan Kolèj elektoral la.

Se pa ti ponpe *Donald Trump* te ponpe, ap plede repete « ***Sa se youn viktwa san parèy, se jamè vi !*** » Demokrat yo pa t kontan menm, e se youn sèl pawòl nou t ap tande : « *Se pou n fini ak kesyon Kolèj Elektoral la, paske li pa respekte volonte lamajorite pèp la* ». Konprann byen, mezanmi, kandida demokrat la, kivedi *Hillary Clinton*, genyen vòt popilè a, 65 milyon 800 mil (65,8 milyon), ak pousantaj 48,2 %, tandiske *Trump* te gen sèlman 62 milyon 900 mil (62,9 milyon), ak pousantaj 46,1 %. Sa klè tankou dlo kokoye. Men atansyon, nan peyi isit se pa vòt popilè a ki vrèman konte, vòt mounn nan pi gran vil yo. Fòk kandida a genyen sitou nan vòt ti Eta yo ki plis andeyò, sa yo rele vòt riral la. Se la *Trump* te pi fò pase *Clinton.*

Antouka, tout bagay te byen pase, jan Konstitisyon an di l la. Mesyedam nan Kongrè a, senatè ak depite, te reyini nan jou vandredi ki te 6 janvye, nan lane 2017, pou yo sètifye viktwa *Donald Trump.* Epi kilès nou kwè ki t ap dirije reyinyon an ? Jan Konstitsyon an mande l la, se te vis-prezidan an, *Joseph Biden.* Lè sa a, *Biden* t oblije al voye kèk lejislatè demokrat al chita nan youn kwen, paske jiska ladènyè minit yo t ap mande pou Kongrè pa sètifye *Donald Trump*, paske li pa t gen lamajorite. Antouka, vis-prezidan an te di : « *Tout bagay deja regle.* ***It's over !*** »

Se konsa Kongrè te fè bagay yo jan yo toujou fè l, Kolèj elektoral deklare sitwayen *Donald J. Trump* prezidan peyi Etazini, epi *Michael* « *Mike* » *Richard Pence,* vis-prezidan. Epi nan dat 20 janvye 2017, se te gwo fèt nan Wachintonn, gwo defile militè ak mizik, pou enstale 45yèm prezidan Etazini an. Okontrè, elektè yo te met youn degi sou li pou prezidan an, yo te vote anmajorite pou Sena, kivedi li te gen younn nan 2 branch Kongrè a avè l. Men demokrat yo te toujou kenbe Chanm depite a.

Ok. Kat (4) lane pase, epi nou vin tonbe nan eleksyon pou prezidan nan dat 3 novèanm 2020, epi chif **232** a pral reparèt. Nan lendi 14 desanm 2020, Kolèj elekotral la retounen pou sètifye vòt 50 Eta yo. Fwa sa a, nan konte, yo rive sou Kalifòni, Eta kote senatè *Kamala Harris* soti a. Epi Kalifoni bay 55 vòt li yo pou *Joe Biden*. La tou msye depase chif 270 li bezwen pou l ranpòte laviktwa. Msye annik gade li bay youn gwo souri. Jan yo te fè l, nan lane 2016, yo kontinye ap konte, epi chif yo kontinye ap monte toujou, men fwa sa a se pa anfavè *Donald Trump.* Lè tout chif fin konte, gade sa nou wè : 306 pou *Biden* epi **232** pou *Trump.* Menm jan ak chif 2016 yo, men devan dèyè pou *Trump* fwa sa a.

Sa n di nan sa, èske se pa pou *Biden* ta pran lari ap ponpe di «***Sa se youn viktwa san parèy, jamè vi, youn viktwa dekabès !*** » Li ta gen rezon, paske fwa sa a se plis pase 7 milyon vòt anplis li fè sou *Trump,* 81,2 milyon, kont 74,1 milyon pou *Trump.* Li genyen sou tou 2 tablo yo : Nan vòt popilè ak nan Kolèj elektoral la. Anplis de sa, se premyè fwa nan listwa Etazini youn kandida depase 80 milyon vòt. Se wololoy !

Men prezidan *Trump* lage nan fè koken epi se pa ti dega ki pa fèt. Nan lane 2017, tout bagay te byen pase anfavè *Trump.* Li te jwenn sètifikasyon san pwoblèm. Men nou tout konnen kijan nan lendi, 6 janvye a, gen anviwon 2 semèn de sa, prezidan Trump te voye tèworis al anvayi Capitol la (Palman), kraze-brize, menm 5 mounn mouri, pami yo youn ofisye Lapolis Capitol la. Men sitiyasyon an te ka pi rèd toujou, si sekirite Lapolis ak Sèvis sekrè vis-prezidan an pa t gentan kouri ak *Mike Pence* epi bann senatè ak depite ki te an reinyon al mennen yo kache kote pou tèworis yo pa t ka jwenn yo. Gwo pawòl nan bouch tèworis yo te byen klè : « ***N ap pann Pence*** », epi yo te gentan monte poto byen wo nan lakou Capitol la pou fè sa. Men apre tout deblozay yo, Lapolis jwenn zam fann fwa, bonm *cocktail molotov* epi anpil « *menòt demokratik* » jan yo rele menòt ki fèt an plastik yo nan plizyè kote anndan an. Kivedi gen senatè ak deipite ki te ka mouri e anpil lòt te pral anba kòd.

Anfen, se Gad nasyonal, solda nan Eta yo, ki vin resi met lòd nan dezòd la. E se vis-prezidan *Pence* ki te mobilize yo, pa prezidan *Trump,* jan sa ta dwe fèt. Epi byen ta, nan lendi 6 janvye a, senatè ak depite ki te nan kache retounen vin nan sal Sena a pou kontinye reyinyon an, toujou ak vis-prezidan *Pence,* ki t ap dirije, apre l te manke al nan peyi san chapo. Younn nan premye bagay vis-prezidan an te di anvan l kontinye reinyon an se te : « ***Vyolans lan p ap mennen nou okenn kote, ou pa genyen ak tout lavyolans la !*** Epi vòt la sètifye a 3 zè 41 nan maten, 7 janvye. Se konsa sitwayen *Joseph Robinette Biden* ak *Kamala Harris* se prezidan ak vis-prezidan Etazini, 46yèm prezidan Etazini.

Men chif madichon **232 a** pral reparèt ankò. Apre tout deblozay tèworis yo, ki pa reyisi fè kou Deta yo te prepare a, gen anpil mounn enpòtan ki fache pou jan yo wè peyi yo a vin tounen youn « *Repiblik Bannann* ». Se pa mwen ki di sa, se ansyen prezidan *George W. Bush,* repibliken, ki di sa. Antouka, Madan *Nancy Pelosi,* ki anchaj Chanm depite a, pase youn vitès siperyè byen vit. Nan mèkredi, 13 janvye a, Lachanm retounen epi yo debat kesyon «**impeachment** » la, kivedi akize prezidan Twonp ofisyèlman pou kou Ddeta kont gouvènman an. Ant parantèz, se 2zyèm fwa, msye pran youn vòt « **impeachment** ». Epi ban m ban nou chif vòt la : **232** apwouve, pami yo 10 repibliken ki mete ansanm ak 222 demokrat. Men 197 repibliken darati kòn siye di yo pa dakò. Zafè k regade yo, sa k bay vòt la plis fòs se repibliken ki leve kont chèf yo a, ki sanble pèdi tèt li.

Jan bagay la ye la a, se Sena a ki pral delibere sou kisa pou yo fè, èske yo pral kondane *Trump,* menm apre li pa la ankò ? Paske nou pa kwè y ap gentan fè anyen anvan seremoni prete sèman mèkredi a. Antouka, pandan w ap li istwa sa a, Sena a gentan tonbe nan men demokrat yo, men y ap bezwen 17 senatè repibliken pou mete ak yo pou kondanasyon an ka fèt. Si yo kondane msye jansadwa, li p ap kab poze kandidati l pou okenn pòs ankò. Kòm yo di an franse, « *Attendons, nous verrons bien !* » Epi, mezanmi, nou panko fini ak tout tray la. Jou mèkredi 20 janvye sa a, pral gen plis pase 4 mil solda ameriken pou vin ranfòse 21 mil Gad nasyonal ki la nan Wachintonn deja depi fen semèn nan tou prepare pou met siwo kou yo di akasan ! E se pa sèlman nan Wachintonn y ap gen twoup, men nan tout 50 Eta yo, paske tèworis yo kontinye ap di ke se « *eleksyon magouy* », « *eleksyon yo vòlò* », ki lakòz se pa prezidan yo k ap prete sèman jodi a. Y ap gate sa. Men se byen jwenn ak byen kontre, sa m wè pou yo, Antwàn nan Gonmye pa wè l.

Kanmenm, *Mike Pence* di l ap la pou inogirasyon an, jodi a, a midi. Men *Donald Trump* mande pou bonnè nan mèkredi a, jodi a menm, pou yo vin ba l youn dènye orevwa militè, tapi wouj deplòtonnen, ak mizik, pou l al ayewopò, paske l ap deja nan avyon pou l al nan palè spesyal li nan *Mar-a-Lago,* nan *Palm Beach,* nan Florid, kote vwazen yo pa fin twò dakò pou l vin geri bosko l lòt bò a. Enben « *C'est à suivre !* » Men bagay la gate nèt pou Twomp. Pantagòn di pap gen sa menm : ni ochan, ni parad, ni tapi wouj !

Raymond Alcide Joseph
raljo31@yahoo.com

460 Peninsula Blvd.
Hempstead, New York 11550
516-489-5925
CLOSED ON MONDAYS
Tues-Wed-Thurs 10:00 am-9:00 pm
Friday 10:00 am - 10:00 pm
Saturday 10:00 am - 10:00 pm
Sunday 10:00 am - 5:00 pm

DR. KESLER DALMACY
Board Certified & Award Winning Doctor

Cabinet Medical
Lundi –Samedi: 11 AM–7 PM
Examen Physique sur écoliers
Traitements pour douleurs.
Fièvre
Immigration
Planning familial
Infection
Tumeur
Hernie
Circoncision
Tests de sang et de grossesse
Grippe
MÉDECINE CHIRURGIE
Prix Abordable
TEL. 718.434.5345 FAX 718.434.5565

Journal 20- 27 janvier 2021.qxp_HO 1/20/21 4:14 AM Page 15

Journal 20- 27 janvier 2021.qxp_HO 1/20/21 4:14 AM Page 16

NOUVELLES BRÈVES

Une nouvelle équipe s'installe à Washington; L'ex-président et ses associés face à l'incertain

Aujourd'hui, à midi, Joseph «Joe» Biden et Kamala Harris prêtent serment comme président et vice-présidente des Ētats-Unis au même endroit où se déroule cette cérémonie tous les quatre ans, au Cpitole, dit « *Siège de la démocratie américaine* ». Ainsi a-t-on déjoué le coup d'état que mijotait l'ex-président Donald Trump, après avoir, durant quelque deux mois, échoué dans ses multiples initiatives pour annuler le vote de la majorité qui a, non seulement, élu un exécutif démocrate, mais renforçant son pouvoir en lui accordant le législatif, les deux branches du Congrès étant aux mains des démocrates dès ce jour.

On est encore au soir du 19 janvier, la veille de l'événement du jour, ainsi on ne peut confirmer comment tout se passe, Mais depuis ce mardi, il y a des indices prévoyant une entente entre républicains et démocrates se penchant sur l'assaut du 6 janvier dernier contre le Capitole par les « *patriotes* » du président Trump qui se sont comportés en terroristes qui, assurément, paieront le pot cassé.

En effet, hier, mardi 19 janvier, Mitch McConnell, président du Sénat à majorité républicaine, siégeait lors de sa première session depuis l'assaut du 6 janvier, sa dernière aussi, avant de passer le maillet à son homologue démocrate, le sénateur Charles Schumer, de New York. Prenant la parole, il eut à dire : « *Ils n'ont pas réussi, et nous voilà ensemble aujourd'hui !* » Il faisait allusion aux terroristes qui avaient occupé cette enceinte environ deux semaines plus tôt, ayant pour mission de causer des torts aux législateurs et au vice-président Mike Pence, réunis pour certifier le vote du Collège électoral et déclarer Joe Biden victorieux aux présidentielles du 3 novembre dernier. Heureusement, ils l'ont échappé bel, grâce aux agents de sécurité qui avaient assuré leur fuite pour les mettre en lieu sûr.

McConnell, ancien allié du président Trump, qui avait gardé le silence depuis l'attaque du 6 janvier contre le Capitole, y compris contre les bureaux de certains législateurs, ne pourrait être plus direct dans son allocution d'hier : « *On avait débité des mensonges à la foule enragée. Ils ont été chauffés à blanc par le président et d'autres personnalités de poids. Ils ont essayé d'utiliser la peur et la violence pour*

Joseph Biden, en passe de prêter serment comme président.

écourter spécifiquement une procédure d'une branche du gouvernement federal ».

On dirait que cela ressemble à un énoncé qui peut être introduit en session quand le Sénat aura à se pencher sur l'acte d'accusation de la

Quand vous lisez ce journal, Donal Trump aura déjà quitté la Maison-Blanche la queie basse.

Chambre basse qui, mercredi dernier, soit exactement une semaine, avait procédé à la mise en accusation officielle du président Trump, accusé de cautionner un acte séditieux contre le gouvernement. On se rappellera que lors du vote de la semaine dernière, dix (10) députés *(Congressmen/ women)* républicains avaient rejoint les 222 démocrates, qui sont majoritaires à la Chambre basse, pour effectuer l'« *impeachment* » (mise en accusation) du président ayant fait histoire avec deux mises en accusation durant son mandat de quatre ans.

Comme on le sait, il faudra le vote des deux tiers du Sénat pour entériner celui de la Chambre basse. Avec un Sénat 50-50 démocrate-républicain, bien que les démocrates soient majoritaires, en raison du vote du vice-président dans des cas réclamant une simple majorité, pour la condamnation de M. Trump, on aura besoin de dix-sept (17) sénateurs républicains pour atteindre les soixante-sept (67), sur la centaine composant le corps, pour réussir le coup, et mettre Trump hors d'état de nuire. Car, par cette condamnation, il ne pourra plus se porter candidat à aucune fonction, outre d'autres punitions.

Alors, on se demande si la déclaration de Mitch MeConnell concernant le rôle joué par le président dans l'assaut du Capitole ne constitue pas un signal relatif à l'érosion d'appui au président de la part d'un nombre considérable de sénateurs républicains.

***Plus de 200 cas en considération et une centaine d'arrestations dans l'assaut du Capitole.** Ne dit-on pas en créole, « *apre dans tanbou lou*» ? C'est à quoi on assiste sur presque toutes les chaînes de télévision quand on présente celui-ci, ou celui-là, mêlé, d'une façon ou d'une autre, dans le "désordre organisé" du 6 janvier dernier au Capitole, à Washington. Qui ne se souvient de cet arrogant d'homme au bureau privé de Nancy Pelosi, les pieds posés sur le bureau ? « *Anba kòd* », comme on dit en créole. Cet autre, affublé de cornes, au bureau du vice-président Mike Pence, lui laissant un message ainsi libellé « *la justice ne se fera pas attendre* ». Tel que prévu, M. Pence devait subir la pendaison. Sans oublier ces « patriotes » racistes, l'un arborant son drapeau de la Confédération pro-esclavage des sudistes, et l'autre portant sa chemise, indiquant qu'il est du « *Camp Auschwitz* » où les Nazis d'Hitler avaient incinéré plus d'un million de Juifs. « *Anba kòd !* »

Nous donnons ces exemples parmi tant d'autres, pour souligner que le fait d'imiter et de suivre les semonces du « *chef suprême* » banalisant le port du masque a facilité la tâche aux investigateurs traquant les terroristes qui avaient envahi le « *Siège de la démocratie américaine* », bien armés, même de cocktails Molotov, et bien pourvus en « *menottes démocratiques* » en plastique. Maintenant, bon nombre de ces « *patriotes* » du président Trump se demandent, « O ! diable, pourquoi n'avais-je pas porté le masque ? » C'est le cas de citer le dicton créole : « *Pito m te madigra malmaske !* »

***La femme qui avait emporté l'ordinateur portatif (laptop) de Nancy Pelosi, lors de l'assaut du 6 janvier, s'est rendue à la police lundi, 18 janvier : Riley June Williams.** L'on dit qu'elle a voulu monnayer sa trouvaille avec

Kamala Harris aura prêté serment comme vice-présidente, quand vous lisez ce journal.

les Russes. Et comment est-on arrivé jusqu'à elle ? Une copine l'ayant remarquée dans une vidéo, au bureau de la présidente de la Chambre basse avec l'ordinateur, a rapporté le fait à la police. On soulignera que jusqu'à jeudi dernier, 14

Malania Trump, adieu Maison-Blanche, commence un autre calvaire.

janvier, les autorités au Département de la Justice américaine avaient pu recueillir cent quarante mille (140 000) vidéos et photos de l'événement qui prendra des mois à déchiffrer. Mais l'enquête se poursuit pour de bon.

***Hier, mardi 19 décembre était jour férié, en mémoire de Martin Luther King, né le 15 janvier 1929.** De là où il est, il contemple une victoire dont il rêvait : le Pasteur Raphael Warnock, titulaire de l'-église baptiste Ebenezer, à Atlanta, qu'il dirigeait, lors de son assassinat, à Memphis, Tennessee, le 4 avril 1968, a prêté comme sénateur de la Georgie, le premier Noir à représenter cet Ētat sudiste au Sénat américain. Il l'avait prévu : **« We shall overcome –Some day ! » (Nous vaincrons – un de ces jours).**

***En ce jour du 19 janvier aussi, le président élu Joe Biden, en compagnie de son épouse, et la vice-présidente Kamala Haris, avec son époux, rendaient hommage, à Washington, à la piscine réfectoire, non loin du Congrès, aux plus de 400 000 morts du coronavirus.** Comme l'avait prédit M. Biden, au mois de décembre, la barre des 400 mille a été franchie avant sa prestation de serment. Aussitôt les pieds à l'étrier, il dit qu'il va entamer la guerre contre la COVID-19, se penchant sur le problème de la distribution des vaccins et la vaccination de la population, en sus d'annoncer l'inoculation de 100 millions de personnes durant les 100 premiers jours de son administration.

***Ce même mardi, Donald Trump, dans une vidéo distribuée sur les chaînes de télévision, a fini par saluer la nouvelle administration, sans citer le nom de Joseph Biden.** C'est le temps de panser les blessures et de s'unir, dit-il, tout en dénonçant la violence. Tard venu, disent les analystes. Et l'on présente aussi les scènes du 6 janvier quand il chauffait à blanc ses partisans avant de les envoyer en mission au Capitole.

Nous saluons ces leaders de la diaspora, à New York et d'ailleurs qui, vendredi dernier, la date de naissance de Martin Luther King, se trouvaient devant le Barclays Center, à Brooklyn, et aillleurs, arborant des pancartes et lançant des slogans circonstancielles : *JOVNĒL MOYIZ, ANVAN 7 FEVRIYE, BAN N TALON W !

Pierre Quiroule II
20 janvier 2021